



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU
MINISTRE DES FINANCES
**Comité de la Balance
des Paiements**

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

GUINEE-BISSAU 2020



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU
Ministère de l'Economie et des Finances
**Comité National de la Balance des
Paiements**

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

GUINEE-BISSAU 2020



RÉPUBLIQUE DE LA GUINEE-BISSAU

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET FINANCES

Comité de la Balance des Paiements

Secrétariat

Direction Nationale de la BCEAO pour la Guinée-Bissau

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

AU TITRE DE L'ANNEE 2020

Octobre 2021

TABLE DES MATIERES

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	5
AVANT PROPOS.....	6
RESUME.....	7
INTRODUCTION.....	8
I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	9
1.1- Balance commerciale de biens.....	10
1.1.1- Exportations de biens.....	11
1.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens.....	11
1.1.1.2- Composition des exportations de biens.....	12
1.1.1.2.1- Produits Agricoles.....	12
1.1.1.2.2- Produits Forestiers.....	13
1.1.1.2.3- Produits de la mer.....	13
1.1.1.2.4- Produits miniers	14
1.1.1.2.5- Exportations nettes de biens en négoce international.....	14
1.1.1.2.6- Exportations d'or non monétaire.....	14
1.1.1.3- Orientation géographique des exportations.....	14
1.1.2- Importations de biens.....	17
1.1.2.1- Évolution globale des importations de biens.....	17
1.1.2.2- Composition des importations de biens.....	17
1.1.2.2.1 - Produits alimentaires.....	18
1.1.2.2.2 – Autres biens de consommation courante.....	18
1.1.2.2.3 – Produits énergétiques.....	18
1.1.2.2.4 – Matières premières et biens intermédiaires.....	19
1.1.2.2.5 – Biens d'équipement.....	19
1.1.2.3- Orientation géographique des importations.....	20
1.2- Balance de services.....	23
1.2.1- Exportations de services	23
1.2.2- Importations de services	24
1.3- Compte du revenu primaire.....	25
1.4- Compte du revenu secondaire.....	26
II- COMPTE DE CAPITAL.....	27
2.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.....	27
2.2- Transferts de capital.....	27
III- COMPTE FINANCIER.....	28
3.1- Investissements directs étrangers.....	28
3.2- Investissements de portefeuille.....	29
3.3- Dérivés financiers.....	29

3.4- Autres investissements.....	29
IV- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	30
4.1- Évolution de la position extérieure globale nette.....	30
4.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale	31
CONCLUSION.....	32
ANNEXE.....	33

Index des Tableaux

Tableau 1 : Evolution des principaux soldes de la balance des paiements	09
Tableau 2 : Compte des transactions courantes	10
Tableau 3 : Evolution du solde de la balance des biens	11
Tableau 4 : Exportations de biens par rubriques	11
Tableau 5 : Exportations de marchandises générales par principaux produits.....	12
Tableau 6- Evolution des exportations de marchandises en commerce général.....	12
Tableau 7 : Orientation géographique des exportations	15
Tableau 8 : Evolution des exportations destinées aux pays de l'UEMOA	16
Tableau 9: Évolution des importations de biens par rubriques	17
Tableau 10 : Importations de biens	17
Tableau 11 : Evolution des importations en provenance des autres pays de l'UEMOA	21
Tableau 12 : Ventilation géographique des importations de marchandises	22
Tableau 13 : Évolution de la balance des services	23
Tableau 14 : Evolution des recettes touristiques en provenance des pays de l'UEMOA	24
Tableau 15: Evolution des dépenses de tourisme du pays vers aux autres pays de l'UEMOA	25
Tableau 16 : Revenu primaire	26
Tableau 17 : Revenu secondaire	26
Tableau 18 : Matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants.....	27
Tableau 19 : Compte de capital	28
Tableau 20 : Compte financier	28
Tableau 21 : Variation de la position extérieure globale	30
Tableau 22 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)	31

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

SNU	Système des Nations Unies
BDP	Balance des Paiements
ONG	Organisation non Gouvernementale
CAF	Coût Assurance Fret
CEDEAO	Communauté Economiques des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
EURO	Monnaie de l'Union Monétaire Européenne encore appelée Zone Euro
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
ECID	Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Franco à Bord
FM	Fond Mondial
IDE	Investissements Directs Etrangers
MBP5	5 ^{ème} édition du Manuel de la Balance des Paiements
MBP6	6 ^{ème} édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale
PEG	Position Extérieure Globale
PEGN	Position Extérieure Globale Nette
PIB	Produit Intérieur Brut
R&D	Recherche et Developpement
SCN	Système de Comptabilité Nationale
UE	Union Européenne
SIFIM	Services d'Intermediation Financère Indirectement Mesurés
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

NB : la monnaie de référence dans le rapport est le FCFA, sauf indication du contraire.

AVANT PROPOS

La Balance des paiements est un cadre analytique qui retrace l'ensemble des opérations entre les résidents et les non résidents durant une période donnée qui peut être mensuelle, trimestrielle ou annuelle. Ces principaux soldes constituent des indicateurs importants d'analyse et de diagnostic. Aux termes de l'article 1^{er} de l'Annexe III du Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures, la Banque Centrale est chargée de l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure globale des Etats membres de l'UEMOA ainsi que de la balance des paiements régionale.

Ces comptes sont élaborés sur la base des contributions de tous les acteurs économiques, à travers les outils de collecte de données mis en œuvre par la Banque Centrale. Outre ces informations, l'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale s'appuie sur les travaux de la Cellule sous-régionale, chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA. Ces travaux ont permis de procéder à une analyse fine des asymétries relevées dans les déclarations statistiques bilatérales des Etats, en vue du rapprochement des données du commerce intra-UEMOA au titre de l'année 2020. Les corrections d'asymétries ont également porté sur les flux touristiques, les envois de fonds des travailleurs migrants et les investissements directs étrangers.

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publiée en 2008 par le FMI, les comptes extérieurs de la Guinée-Bissau sont élaborés depuis 2011, sur la base de ce nouveau dispositif.

RESUME

En 2020, l'environnement économique et financier international a été marqué par une croissance négative, imputable aux conséquences économiques et financières de la crise liée au coronavirus, aux tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine ainsi qu'aux incertitudes liées aux élections américaines. Le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à -3,1% en 2020 contre 2,8% en 2019.

L'activité économique dans l'Union s'est fortement ressentie des mesures prises par les Etats membres pour limiter la propagation de la pandémie, notamment la fermeture des frontières, la suspension temporaire du trafic routier et aérien international, ainsi que les mesures de confinement. Le taux de croissance du produit intérieur brut de l'UEMOA est estimé à 0,9% en 2020 après 5,7% en 2019.

Les transactions économiques et financières de la Guinée-Bissau avec le reste du monde se sont traduites, au terme de l'année 2020, par un excédent du solde global de la balance des paiements, résultant d'une amélioration du solde des transactions courantes et du compte financier.

Le solde du compte courant est ressorti déficitaire de 22.265,5 millions en 2020 contre un déficit plus accentué de 74.650,9 millions enregistré une année plus tôt.

Les échanges de biens ont dégagé un déficit de 53.806,7 millions en 2020 contre un déficit de 50.682,8 millions en 2019 en rapport avec une augmentation des importations et une diminution des exportations. La balance des services est ressortie déficitaire de 65.253,2 millions en 2020.

Le compte du revenu primaire présente un excédent de 14.638,3 millions contre 15.544,7 millions en 2019, en liaison avec le recul des transferts reçus au titre des revenus des salariés.

Les entrées nettes au titre du compte du revenu secondaire ont augmenté, passant de 33.079,8 millions en 2019 à 82.156,1 millions en 2020, en rapport avec la hausse des transferts privés reçus.

L'excédent du compte de capital a enregistré une baisse pour se situer à 9.019,0 millions en 2020 contre 16.335,0 millions en 2019, en liaison avec la baisse des ressources reçues pour le financement des projets publics. Le compte financier a présenté des entrées nettes de 71.458,8 millions.

Au final, le solde global de la balance des paiements présente un excédent de 52.615,8 millions en 2020 contre un déficit de 15.295,2 millions en 2019 et un excédent de 8.887,3 millions en 2018.

A fin 2020, la position extérieure globale nette s'est établie à -258.096,7 millions contre -240.390,2 millions en 2019, soit une détérioration de 17.706,5 millions, en rapport avec une hausse des passifs plus importante que celle du stock des actifs.

INTRODUCTION

En 2020, l'environnement économique et financier international a été marqué par une croissance négative, imputable aux conséquences économiques et financières de la crise liée au coronavirus, aux tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine ainsi qu'aux incertitudes liées aux élections américaines. Le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à -3,1% en 2020 contre 2,8% en 2019.

Les économies avancées ont enregistré une croissance négative de -4,5% en 2020 contre 1,6% en 2019. Aux Etats-Unis, l'activité s'est contractée de -3,4% après une réalisation de 2,2% en 2019. En Zone euro, la croissance a été négative, en ressortant à -7,2% en 2020 après 1,3% en 2019.

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance est ressorti à -2,4% en 2020 contre 3,6% en 2019. En Chine, la croissance a ralenti, passant de 6,0% en 2019 à 2,3% en 2020. L'économie indienne a enregistré un taux de croissance de -8,0% en 2020 contre 4,2% en 2019. Au Brésil, le taux de croissance s'est établi à -4,5% en 2020 après 1,4% en 2019. En Russie, il s'est établi à -3,6% en 2020 après 1,3% en 2019.

L'Afrique subsaharienne a enregistré un recul du produit intérieur brut de -2,6% en 2020. Le Nigeria a connu une récession avec un recul de l'activité de -3,2% en 2020 après une hausse de 2,2% en 2019. En Afrique du Sud, l'économie a enregistré un recul de -7,5% de son PIB en 2020.

Dans l'UEMOA, l'activité économique s'est fortement ressentie des mesures prises par les Etats membres pour limiter la propagation de la pandémie, notamment les mesures de confinement partiel et la fermeture des frontières, à travers la suspension du trafic routier et aérien international. Le taux de croissance du produit intérieur brut de l'UEMOA est estimé à 0,9% en 2020 après 5,7% en 2019, du fait de la baisse de l'activité économique, notamment dans les secteurs manufacturier, du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration. Le léger raffermissement de l'activité économique dans l'Union a été principalement porté par le secteur tertiaire, dont la contribution à la croissance s'est située à 0,5 point en 2020. Les apports des secteurs secondaire et primaire sont ressortis respectivement à 0,3 point et 0,1 point. Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à 2,1% en 2020 contre une réalisation de -0,7% en 2019. Au niveau des finances publiques, le déficit global, base engagements, dons compris à fin décembre 2020, s'est dégradé de 3.052,3 milliards pour s'établir à 5.220,5 milliards, soit 5,7% du PIB contre 2.168,2 milliards ou 2,4% du PIB pour la même période de l'année précédente. Les cours mondiaux des matières premières exportées par l'Union ont connu des évolutions contrastées. La hausse est localisée au niveau des produits non énergétiques avec notamment, les huiles (+22,9%), le cacao (+1,4%), l'uranium (+13,5%), l'or (+27,0%) et le bois grume (+1,1%). Les baisses enregistrées par les prix des produits énergétiques (-32,3%) et de certains produits non énergétiques tels que le café (-7,9%), la noix de cajou (-41,2%), le coton (-5,6%), le caoutchouc (-6,3%), le zinc (-11,1%) et les phosphates (-13,6%) ont exercé un effet modérateur.

Au plan national, le taux de croissance du PIB réel se situerait à 1,5% en 2020 contre 4,5% enregistré un an plus tôt, en rapport avec les effets négatifs de la crise sanitaire.

L'inflation moyenne annuelle est ressortie à 1,5% en 2020 contre 0,2% l'année précédente. Les opérations financières de l'État en 2020 ont été marquées par une baisse de 5,5% des recettes budgétaires, un accroissement de 11,0% des dépenses courantes et de 86,1% des dépenses d'investissement.

Dans ce contexte, les échanges extérieurs ont été caractérisés par une réduction du déficit du solde de la balance des transactions courantes à 22.265,5 millions en 2020 contre un déficit de 74.650,9 millions en 2019, en rapport principalement avec la forte amélioration du solde des revenus secondaires et une légère diminution du déficit de la balance des services. La balance des revenus primaires s'est stabilisée par rapport à 2019.

L'excédent du compte de capital a connu une forte baisse alors que les entrées nettes au titre du compte financier ont atteint 71.458,8 millions. Ainsi, le solde global de la balance des paiements présente un excédent de 52.615,8 millions contre un déficit de 15.295,2 millions en 2019. Le tableau 1 présente les soldes des principales composantes de la balance des paiements.

Tableau 1 : Evolution des principaux soldes de la balance des paiements

(En millions de FCFA)

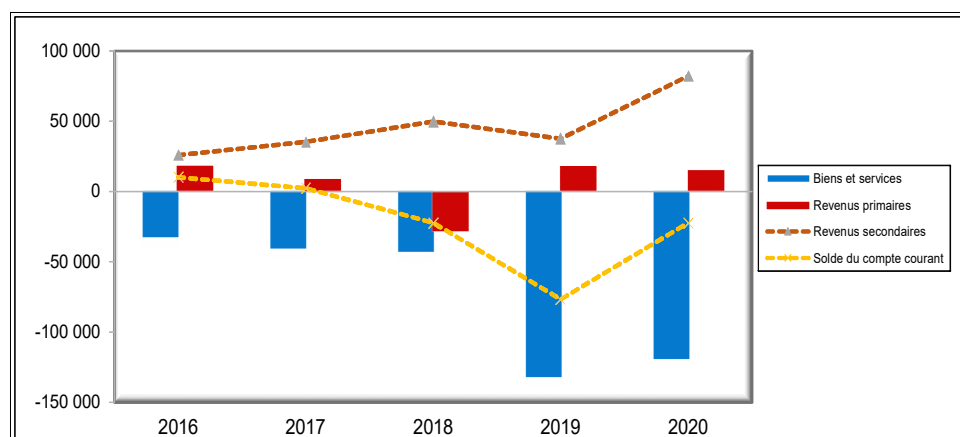
Poste	2016	2017	2018	2019	2020	Variations 2020/2019
Compte des transactions courantes	10 056,3	2 252,4	-30 068,7	-74 694,4	-22 265,5	-70,2%
Biens et services	-33 476,8	-41 543,4	-43 716,2	-123 319,0	-119 059,9	-3,5%
Revenus primaires	17 622,3	8 399,8	-28 407,1	15 544,7	14 638,3	-5,8%
Revenus secondaires	25 910,8	35 396,1	42 054,6	33 079,8	82 156,1	148,4%
Compte de capital	29 564,1	60 581,1	23 405,2	16 335,0	9 019,0	-44,8%
Compte financier	-6 681,8	35 292,7	-19 592,8	-46 537,3	-71 458,8	53,6%
Erreurs et omissions nettes	-12 456,2	-8 922,4	-4 041,9	-3 516,6	-5 596,5	59,1%
Solde global	33 846,0	18 618,4	8 887,3	-15 295,2	52 615,8	

Source : BCEAO

I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

La balance des transactions courantes, regroupant celles des biens, des services, des revenus primaire et secondaire, enregistre une réduction de son déficit par rapport à l'année précédente. Cette situation est expliquée essentiellement par la forte augmentation des transferts courants soutenue par les aides reçues pour faire face à la COVID-19. Le graphique 1 présente l'évolution du solde de la balance courante.

Graphique 1 : Solde de la balance des transactions courantes (en millions de FCFA)



Source: BCEAO

En 2020, le solde des transactions courantes présente un déficit de 22.265,5 millions contre un déficit de 74.694,4 millions en 2019, en rapport avec la forte augmentation de l'excédent du solde des revenus secondaires. Le déficit de la balance des biens et services s'est réduit alors que l'excédent du compte des revenus primaires présente une légère baisse. Le tableau 2 présente l'évolution des principaux soldes des comptes de transactions courantes.

Tableau 2 : Compte des transactions courantes

(En millions de FCFA)

Poste	2016	2017	2018	2019	2020	Variations 2020/2019
Biens et services	-33 476,83	-41 543,43	-43 716,22	-123 275,40	-119 059,93	-3,4%
Biens	27 491,1	28 301,3	25 706,50	-50 682,83	-53 806,70	6,2%
Services	-60 968,0	-69 844,7	-69 422,72	-72 636,13	-65 253,23	-10,2%
Revenus primaires	17 622,3	8 399,8	-28 407,10	15 544,72	14 638,31	-5,8%
Revenus secondaires	25 910,8	35 396,1	42 054,6	33 079,8	82 156,1	148,4%
Solde du compte courant	10 056,27	2 252,40	-30 068,72	-74 694,44	-22 265,54	-70,2%
Solde du compte courant (hors dons)	8 631,7	-534,5	-30 068,72	-84 650,91	-39 054,97	-53,9%
PIB Nominal	737 838,0	853 553,0	854 480,00	885 107,10	919 112,70	3,8%
Solde courant (en pourcentage du PIB)	1,36%	0,26%	-3,52%	-8,44%	-2,47%	

Sources : BCEAO et INE

1.1- Balance commerciale de biens

La balance commerciale de biens a enregistré un déficit de 53.806,7 millions en 2020 contre un déficit de 50.682,8 millions en 2019, en rapport avec une baisse de la valeur des exportations plus forte que celle des importations.

Tableau 3 : Evolution du solde de la balance des biens*(En millions de FCFA)*

Poste	2016	2017	2018	2019	2020	Variations 2020/2019
Exportations de biens	164 008,2	197 516,1	188 591,9	145 768,10	123 059,20	-15,6%
Importations de biens	136 517,1	169 214,8	162 885,4	196 407,40	176 865,90	-9,9%
Balance commerciale de biens	27 491,1	28 301,3	25 706,5	-50 682,83	-53 806,70	6,2%
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	120,1%	116,7%	115,8%	74,2%	69,6%	-6,3%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	25,0%	24,9%	20,6%	20,5%	16,9%	-17,2%

Sources : Douanes et BCEAO

Dans ce contexte, le taux de couverture des importations par les exportations s'est situé à 69,6% en 2020 contre 74,2% en 2019.

1.1.1- Exportations de biens**1.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens**

A la suite des ajustements apportés aux statistiques douanières, les exportations FOB de marchandises générales sont ressorties à 123.059,2 millions en 2020 contre 145.768,1 millions l'année précédente, soit une baisse de 15,6% après une réduction de 22,7% en 2019. La baisse de la valeur des exportations s'explique principalement par la baisse de 20,8% du volume de la noix de cajou exporté, concomitamment avec la baisse des prix à l'exportation de ce produit qui sont passés de 1.098 \$/tonne en 2019 à 1.000 \$/tonne en 2020. Les exportations des produits de la pêche ont enregistré une hausse de 0,9%. Par contre, les exportations des autres produits ont enregistré une forte baisse. En 2020, aucune exportation de bois n'a été enregistrée.

Tableau 4 : Exportations de biens par rubriques*(En millions de FCFA)*

Poste	2016	2017	2018	2019	2020	Variations 2020/2019
Marchandises générales	164 008,2	197 516,1	188 591,9	145 768,1	123 059,2	-15,6%
Commerce général	108 786,9	115 135,7	141 663,0	124 791,6	67 496,8	-45,9%
Ajustement*	55 221,3	82 380,4	46 928,9	20 976,5	55 562,4	164,9%
<i>Dont réexportations</i>	0,0	142,0	308,3	2 732,5	1 067,1	-60,9%
Total exportations de biens	164 008,2	197 516,1	188 591,9	145 768,1	123 059,2	-15,6%

Sources : Douanes et BCEAO

*L'ajustement représente 45,2% des exportations de marchandises générales, expliqué par les ajustements effectués aux valeurs d'exportation de la noix de cajou où est prise en compte le prix d'exportation en dollar pour chaque tonne.

Tableau 5 : Exportations de marchandises générales par principaux produits*(En millions de FCFA)*

Produits	2016	2017	2018	2019	2020	Variations 2020/2019
Noix de cajou	108 720,8	114 310,9	95 258,8	109 687,9	57 786,3	-47,3%
Bois	0,0	0,0	44 864,2	31,2	0,0	-100,0%
Noix de cajou sans coques	214,1	157,9	270,2	353,7	318,0	-10,1%
Poissons	430,8	300,4	561,2	789,3	796,4	0,9%
Arachides et cereals	120,0	149,9	90,0	86,3	81,8	-5,2%
Huile de palme	3,5	6,8	0,1	16,1	0,2	-98,8%
Autres fruits et légumes	76,2	11,3	141,1	199,2	0,0	-100,0%
Autres	66,1	56,5	169,1	10 895,3	6 447,0	-40,8%
Reexportation	0,0	142,0	308,3	2 732,5	2 067,1	-24,4%
Total statistiques officielles	109 631,3	115 135,7	141 663,0	124 791,5	67 496,8	-45,9%
Ajustement de Valeur 1/	50 736,1	74 819,2	39 858,3	16 318,9	51 420,3	215,1%
Ajustement de Champ	3 640,8	7 561,2	7 070,6	4 657,5	4 142,1	-11,1%
Total	164 008,2	197 516,1	188 591,9	145 767,9	123 059,2	-15,6%

Sources : Douanes et BCEAO

1/ les exportations de noix de cajou sont évaluées par la douane à un prix de référence fixé par l'Etat. Ce prix est différent du prix du marché, ce qui explique notamment les ajustements de valeurs réalisés dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements.

1.1.1.2- Composition des exportations de biens

L'analyse de la structure des exportations par produit montre que celles-ci restent dominées par l'exportation de produits agricoles, en particulier la noix de cajou.

Tableau 6- Evolution des exportations de marchandises en commerce général*(En millions de FCFA)*

Rubriques	2016	2017	2018	2019	2020	Variations 2020/2019
Produits Agricoles	109 134,5	114 636,8	95 760,2	110 343,2	58 186,3	-47,3%
Produits Forestiers	0,0	0,0	44 864,2	31,2	0,0	
Produits de la Mer	430,8	300,4	561,2	789,3	796,4	0,9%
Produits Miniers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres Produits	66,1	198,5	477,4	13 659,0	8 514,1	-37,7%
Total	109 631,3	115 135,7	141 663,0	124 822,7	67 496,8	-45,9%

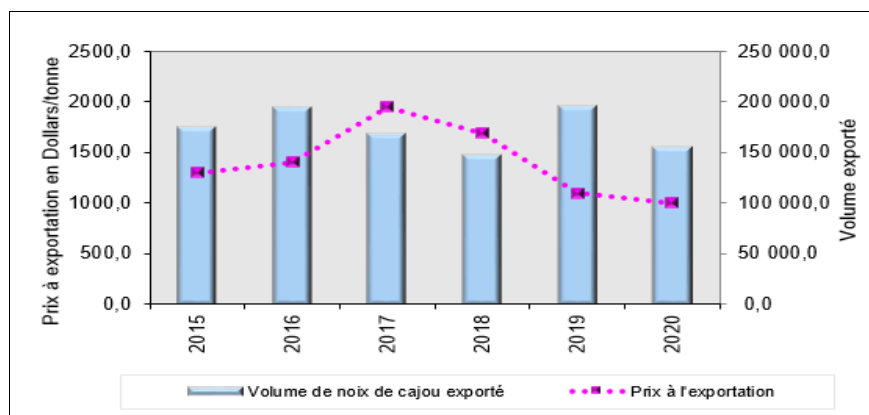
Sources : Douanes et BCEAO

1.1.1.2.1- Produits Agricoles

Les exportations de produits agricoles restent dominées par la noix de cajou. Selon les statistiques officielles, les exportations de noix de cajou représentent 93,9% du total des exportations en 2020 contre 87,8% en 2019.

Le graphique ci-après présente l'évolution des volumes exportés et des prix à l'exportation de la noix de cajou.

Graphique 2 : Volume exporté et prix à l'exportation de la noix de cajou

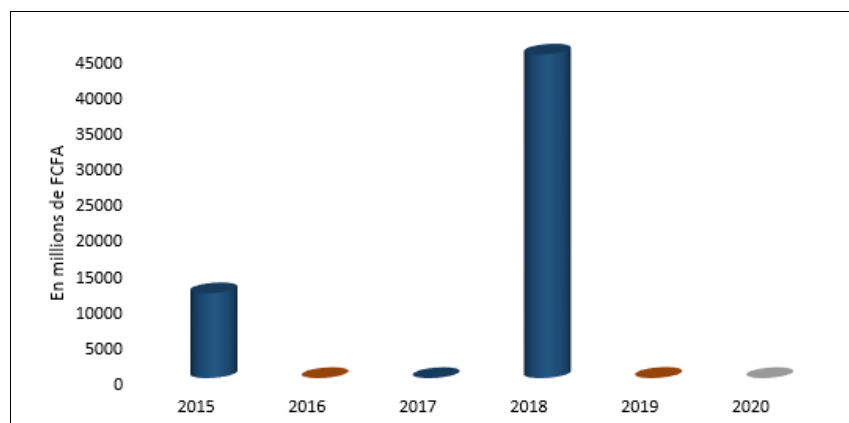


Sources : Douanes, BCEAO

1.1.1.2.2- Produits Forestiers

Les exportations des produits forestiers sont dominées par l'exportation du bois. Toutefois, en 2020, aucune exportation de bois n'a été enregistrée contre 31,2 millions en 2019 du fait des mesures d'interdiction prises par les autorités du pays.

Graphique 3 : Évolution des exportations de bois (en millions de FCFA)

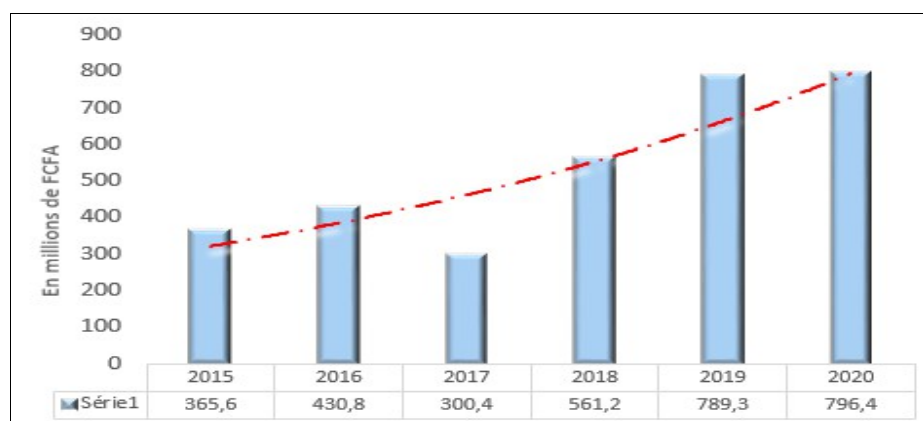


Sources : Douanes, BCEAO

1.1.1.2.3- Produits de la mer

Les exportations de produits halieutiques restent très faibles contrastant avec le potentiel important du pays dans ce secteur. En 2020, la valeur des exportations de produits halieutiques s'est située à 796,4 millions contre 789,3 millions en 2019.

Graphique 4 : Evolution des exportations du produit de la mer (en millions de FCFA)



Sources : Douanes, BCEAO

I.1.1.2.4- Produits miniers

Aucune exportation de produits miniers n'a été enregistrée en 2020.

I.1.1.2.5- Exportations nettes de biens en négoce international

En 2020, aucune transaction n'a été enregistrée dans le cadre du négoce international.

I.1.1.2.6- Exportations d'or non monétaire

Le pays n'exporte pas d'or non monétaire.

1.1.1.3- Orientation géographique des exportations

Le continent asiatique demeure la principale destination des exportations de la Guinée-Bissau, puisque la quasi-totalité de la noix de cajou brute est exportée en Inde, au Singapour et au Vietnam. Le continent africain occupe la deuxième position, principalement la zone UEMOA. La Zone Euro occupe la troisième position.

Tableau 7 : Orientation géographique des exportations

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
EUROPE	50,0	1 027,9	1 292,5	2 044,0	2 691,0
UNION EUROPEENNE					
ZONE EURO	50,0	1 026,2	1 292,5	2 041,0	2 499,7
France	32,0	0,0	6,4	1,5	0,0
Allemagne	0,0	0,0	0,0	7,8	114,2
Italie	0,0	0,0	5,2	0,0	28,8
Pays-Bas	0,0	874,4	1 004,5	186,3	937,2
Belgique	0,0	0,0	6,4	36,5	133,8
Portugal	16,0	151,8	190,0	1 466,5	1 257,6
Espagne	2,0	0,0	80,0	342,4	28,2
AUTRES PAYS DE L'UE	0,0	1,7	0,0	0,0	18,2
Andorre	0,0	0,0	0,0	0,0	6,2
Chypre	0,0	0,0	0,0	0,0	11,9
Royaume-Uni	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0
AUTRES PAYS D'EUROPE	0,0	0,0	0,0	3,0	173,1
Suisse	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0
Russie	0,0	0,0	0,0	1,0	23,9
Turkie	0,0	0,0	0,0	1,0	149,2
AFRIQUE	8 604,1	7 718,1	5 026,3	6 975,6	4 862,2
UEMOA	4 485,2	6 431,5	5 001,5	6 182,6	4 142,1
Bénin	0,0	279,0	21,7	85,1	497,7
Burkina	1,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Côte d'Ivoire	0,0	84,8	0,0	103,2	0,0
Mali	573,9	76,2	1 065,1	324,9	288,9
Niger	19,7	0,0	0,0	0,0	6,6
Sénégal	3 890,2	5 985,0	3 914,7	5 669,4	3 348,9
Togo	0,0	6,5	0,0	0,0	0,0
CEDEAO (hors UEMOA)	4 110,9	1 280,8	18,8	762,6	547,2
Nigeria	0,0	23,5	0,0	0,0	0,0
Ghana	4102,89	1237,7	0,0	0,0	0,0
Cap - Vert	0,0	10,1	18,8	38,4	130,3
Gambie	8,0	9,5	0,0	722,2	366,5
Serra leoa	0,0	0,0	0,0	1,0	2,7
Liberie	0,0	0,0	0,0	0,0	21,3
R. Guinée	0,0	0,0	0,0	1,0	26,3
CEMAC	0,0	2,0	0,0	1,0	14,4
Cameroun	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0
Congo	0,0	0,0	0,0	0,0	14,4
Gabon	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	8,0	3,8	6,0	29,4	158,4
Afrique du Sud	0,0	0,0	4,0	24,0	15,5
Maroc	8,0	0,0	1,0	0,0	2,7
Namibie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9
Tanzanie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9
Egypte	0,0	0,0	0,0	1,0	75,2
Angola	0,0	0,0	1,0	1,4	63,2
AMERIQUE	0,0	66,3	118,8	70,5	37,0
USA	0,0	31,2	9,7	66,2	35,8
Canada	0,0	0,1	0,0	0,3	0,0
Brésil	0,00	35,0	109,1	0,0	0,0
Antigua	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0
Argentine	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0
Cuba	0,0	0,0	0,0	1,0	1,2
Panama	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0
ASIE	155 354,1	188 456,1	181 212,9	135 013,7	115 469,1
Chine	1 169,4	1 908,6	42 756,5	56,7	96,9
Japon	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0
Inde	123 920,8	148 517,2	102 330,9	81 288,7	76 806,2
Pakistan	0,0	6,5	0,0	34,0	352,0
Emirats arabes unis	4 914,8	2 394,9	2 373,5	7 240,0	0,0
Thaïlande	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0
Corea du Sud	0,0	30,0	508,2	199,9	387,4
Liban	0,0	0,0	2,3	0,0	721,5
Singapour	18 854,6	19 590,7	24 754,2	22 369,4	20 428,5
Vietnam	6 494,6	15 669,7	8 487,3	23 823,0	15 391,4
Arabe Saoudite	0,0	0,0	0,0	0,0	1 285,3
Indonésie	0,0	338,5	0,0	0,0	0,0
TOTAL	164 008,2	197 516,1	188 591,9	145 768,1	123 059,2

Sources : Douanes, BCEAO

La part des exportations destinées à Asie a reculé de 14,5% par rapport à 2019 en se situant à 86,5%, en rapport avec la baisse du volume et du prix des exportations de la noix de cajou.

La part des exportations vers le reste du Continent africain, y compris les échanges à travers des canaux non officiels a enregistré une baisse, s'établissant à 3,9% en 2020 contre 4,8% en 2019. En valeur, les exportations se sont situées à 4.862,2 millions en 2020 contre 6.975,6 en 2019. Elles ont été réalisées essentiellement avec le Sénégal, le Bénin, la Gambie et le Mali.

Les ventes extérieures vers l'Europe sont ressorties à 2.691,0 millions contre 2.044,0 millions en 2019, en ligne avec la hausse des exportations de noix de cajou traitée et de fruits et d'autres produits en coques vers le Portugal, les Pays-Bas, la Belgique et l'Allemagne.

Tableau 8 : Evolution des exportations destinées aux pays de l'UEMOA

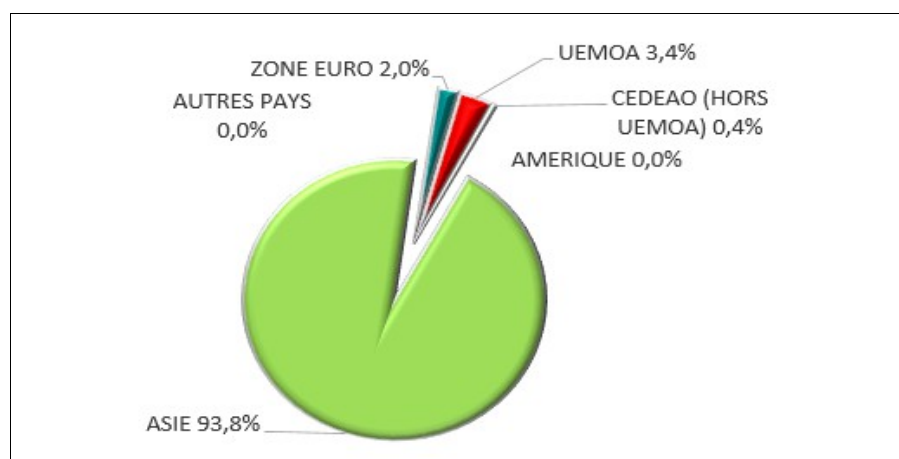
(En millions de FCFA)

Pays	2016	2017	2018	2019	2020
Bénin	0,0	279,0	21,7	85,1	497,7
Burkina	1,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Côte d'Ivoire	0,0	84,8	0,0	103,2	0,0
Mali	573,9	79,7	1 065,1	329,9	288,9
Niger	19,7	0,0	0,0	0	6,6
Sénégal	3 890,2	6 044,7	3 914,7	5 669,4	3 348,9
Togo	0,0	6,5	0,0	0,0	0,0
UEMOA	4 485,2	6 494,7	5 001,5	6 187,6	4 142,1

Source : BCEAO

Au total, les exportations de la Guinée-Bissau en 2020, ont été principalement destinées à l'Inde (62,4%), à Singapour (16,6%), au Vietnam (5,2%), au Sénégal (2,7%) et au Portugal (1,0%).

Graphique 5 : Orientation géographique des exportations en 2020



Sources: Douanes, BCEAO

1.1.2- Importations de biens

1.1.2.1- Évolution globale des importations de biens

Sur la base des données de la douane (avec ajustement), la valeur des importations (en FOB) a baissé en 2020 après une augmentation de 20,6% en 2019. Elle s'établit à 176.865,9 millions en 2020 contre 196.407,2 millions en 2019, soit une baisse de 9,9%. Cette situation s'explique par la contraction des importations de biens d'équipement après la prise en compte en 2019 de la valeur du «bateau centrale électrique» qui fournit l'électricité à Bissau. Les importations de produits énergétiques et de matières premières ont également baissé. En revanche, les importations d'autres produits, notamment ceux liés à la lutte contre la pandémie, ont fortement augmenté.

Tableau 9: Évolution des importations de biens par rubriques

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Variations 2020/2019
Marchandises générales (statistiques douanières)	92 121,7	136 508,4	120 709,4	120 426,3	121 153,2	0,6%
Ajustement*	73 554,3	68 849,4	70 875,4	104 330,2	86 875,4	-16,7%
Total Importations CAF	165 676,0	205 357,8	191 584,8	224 756,5	208 028,6	-7,4%
TOTAL IMPORTATIONS DE BIENS (FOB)	136 517,0	169 214,8	162 885,4	196 407,4	176 865,9	-9,9%

Source : BCEAO

*les ajustements ont pris en compte les données de commerce non contrôlé.

1.1.2.2- Composition des importations de biens

Les importations en 2020 sont composées de biens alimentaires (33,2%), de produits énergétiques (17,5%), de biens divers (17,1%), de biens d'équipements (16,3%), de biens intermédiaires et de matières premières (8,5%) et d'autres biens de consommation courante (7,3%).

Tableau 10 : Importations de biens

Poste	2016	2017	2018	2019	2020	Variations 2020/2019
Produits alimentaires	60 204,5	72 847,4	64 280,9	68 722,0	69 101,6	0,6%
Autres biens de consommation courante	13 382,6	15 871,7	10 613,6	16 230,3	15 222,3	-6,2%
Produits énergétiques	28 014,2	35 415,9	39 415,2	38 074,6	36 431,2	-4,3%
Matières premières et biens intermédiaires	20 678,8	27 544,1	25 898,9	26 374,3	17 687,5	-32,9%
Biens d'équipement	23 727,7	29 683,4	30 737,6	52 910,7	33 974,4	-35,8%
Produits divers	19 668,3	23 995,3	20 638,6	23 538,5	35 611,6	51,3%
Total importations de biens CAF	165 676,0	205 357,8	191 584,8	225 850,4	208 028,6	-7,9%
Total importations de biens FOB	136 517,0	169 214,8	162 885,4	196 407,2	176 865,9	-9,9%

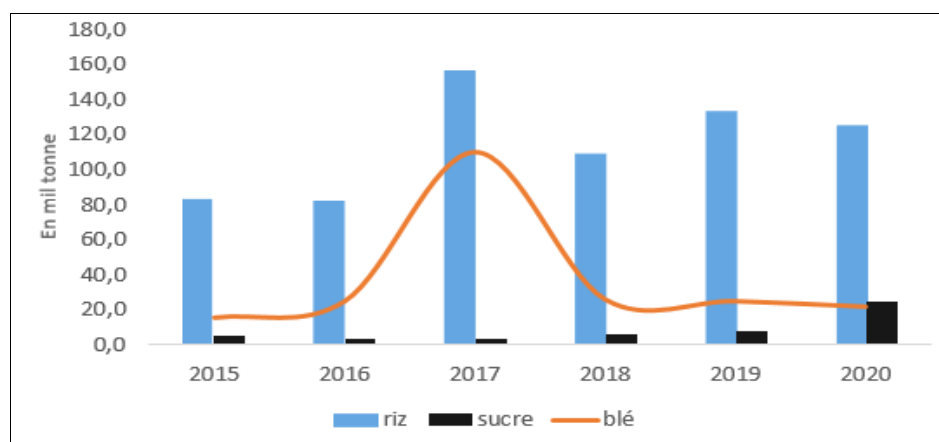
Source : BCEAO

1.1.2.2.1 - Produits alimentaires

Les importations de produits alimentaires ont enregistré une hausse de 0,6%. La hausse observée en 2020 a été induite par l'augmentation des importations de sucre et sucreries, qui sont passées de

7.159,6 tonnes en 2019 à 24.543,1 tonnes en 2020. Les importations de produits céréaliers, constitués essentiellement du riz et du blé, ont baissé par rapport à l'année précédente. Le volume des importations de blé qui était de 24.716,9 tonnes en 2019 est passé à 21.538,5 tonnes en 2020, soit une baisse de 12,9%. De même, le volume de riz importé a diminué de 7.894,3 tonnes par rapport à son niveau de 2019, en se situant à 124.551,6 tonnes. Les importations de produits laitiers ont baissé de 10,9%.

Graphique 6 : Evolution d'importation des produits alimentaires (en millier de tonne)



Source : BCEAO

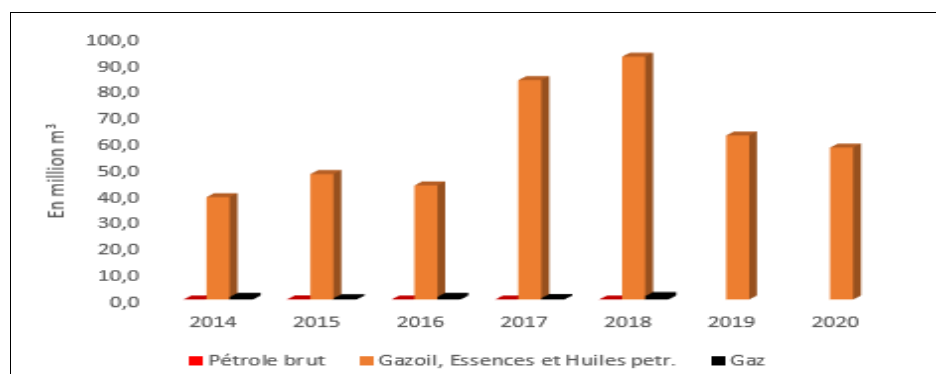
1.1.2.2.2 – Autres biens de consommation courante

Les importations des autres biens de consommation courante, notamment les boissons ont baissé de 29,6% en 2020.

1.1.2.2.3 – Produits énergétiques

En 2020, la facture pétrolière a baissé de 15,3%, en rapport avec la baisse concomitamment du volume importé et des prix de pétrole. En effet, le volume des importations de produits pétroliers s'est situé à 59.285,6 mille m³ contre 70.040,0 mille m³ en 2019.

Graphique 7 : Evolution d'importation de produits énergétiques (en millions de m³)



Source : BCEAO

1.1.2.2.4 – Matières premières et biens intermédiaires

Les acquisitions de biens intermédiaires, composées notamment de matériaux de construction, affichent une baisse de 22,2%, en rapport avec la chute des importations de ciment qui se sont situées à 50.494,1 tonnes contre 73.340,7 tonnes en 2019, en rapport avec la hausse de la production locale dans un contexte de réduction de la demande intérieure sous l'effet de la crise sanitaire.

1.1.2.2.5 – Biens d'équipement

Les acquisitions de biens d'équipement ont enregistré une baisse de 26,3%, en rapport avec l'importation en 2019 d'un bateau équipé d'une centrale électrique flottant, en provenance de la Turquie.

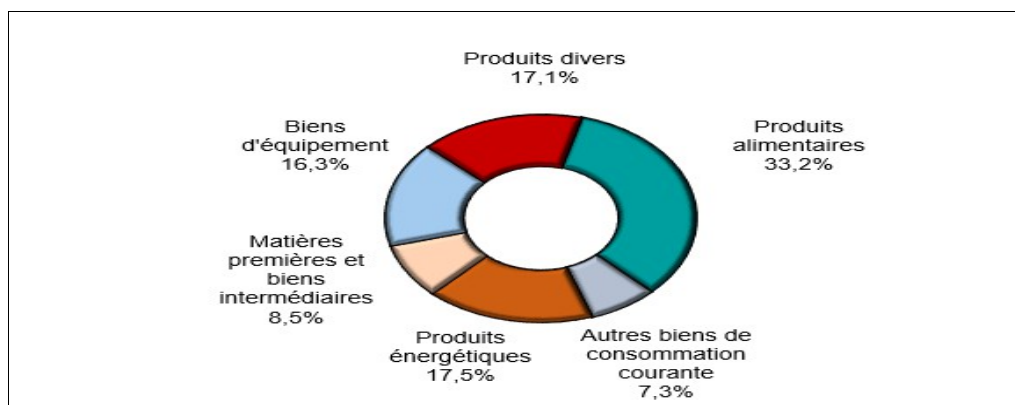
Graphique 8 : Evolution d'importation de biens d'équipement (en millions de FCFA)

Source : BCEAO

1.1.2.2.4 –Produit divers

Les importations de produits divers ont enregistré une hausse de 30%, du fait notamment de la hausse des importations des produits médicaux dans le cadre de lutte contre la COVID-19.

Graphique 9: Composition des importations de biens

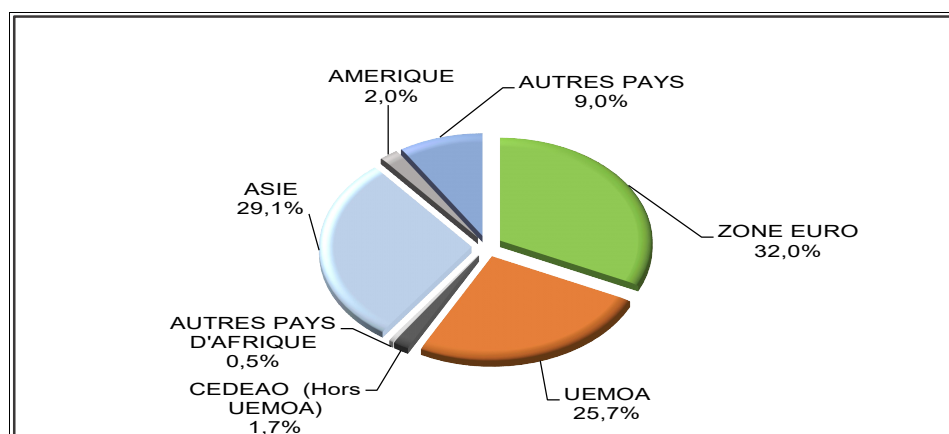


Source : BCEAO

1.1.2.3- Orientation géographique des importations

Le graphique 10 présente la ventilation géographique des importations de marchandises au cours de l'année 2020.

Graphique 10 : Orientation géographique des importations



Source : BCEAO

En 2020, l'Europe, principalement, la Zone Euro reste le premier fournisseur de la Guinée-Bissau. Son poids dans les importations totales s'est situé à 32,0% contre 31,1% en 2019. Les importations proviennent principalement du Portugal qui est le premier pays fournisseur de la Guinée-Bissau, avec une part dans les importations totales estimée à 26,0%. Les importations en provenance de la Zone Euro sont constituées, pour la plupart, de produits pétroliers (huiles de pétrole, de gas-oil, d'essences, et de gaz), de produits alimentaires (blé et boissons essentiellement), et de biens d'équipements (matériels de transport, machines et appareils mécaniques et électriques). Les importations en provenance du Portugal ont tout de même connu une baisse, pour se situer à 46.059,5 millions contre 57.478,4 millions en 2019.

Le continent africain est le second fournisseur de la Guinée-Bissau, soutenu par les échanges avec le Sénégal qui est le second approvisionneur du pays. Les biens acquis sur le continent africain sont dominés par les produits alimentaires et le pétrole raffiné. Les importations en provenance de

l'Afrique se sont situées à 28,2% en 2020 contre 26,5% en 2019.

Tableau 11 : Evolution des importations en provenance des autres pays de l'UEMOA

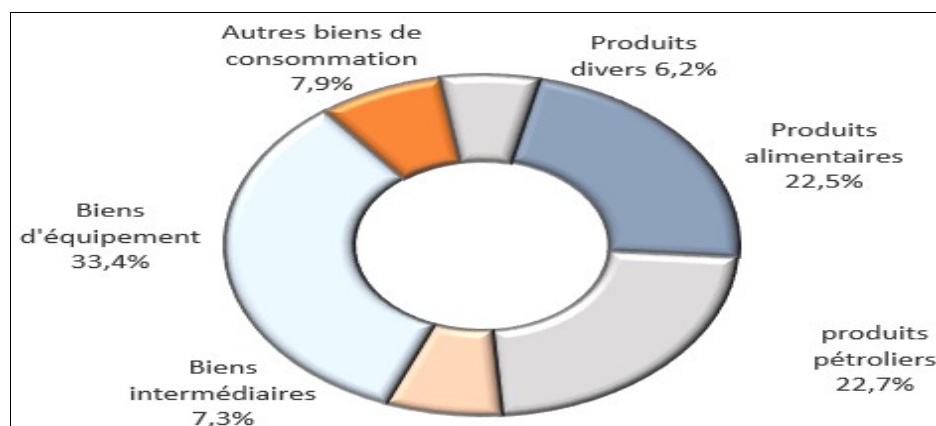
(En millions de F CFA)

Pays	2016	2017	2018	2019	2020
Bénin	9,0	32,3	203,8	140,7	79,2
Burkina	13,0	1,9	26,4	6,2	0,0
Côte d'Ivoire	1 299,4	654,9	958,7	1 031,3	815,9
Mali	80,8	309,9	263,2	219,0	244,7
Niger	1,9	70,1	9,6	0	0
Sénégal	35 583,6	39 307,6	49 881,0	49 972,1	39 917,1
Togo	455,0	47,6	392,7	162,2	4 475,6
UEMOA	37 442,7	40 424,3	51 735,4	51 531,5	45 532,5

Source : BCEAO

Les importations en provenance des autres pays de l'UEMOA sont constituées principalement des biens d'équipements (33,4%), des produits pétroliers (22,7%), des produits alimentaires (22,5%), des autres biens de consommation courante (7,9%) et biens intermédiaires (7,3%) et produits divers (6,2%). En 2020, les importations des biens d'équipements portent principalement sur les matériels des transports, les machines et les appareils mécaniques. Les produits alimentaires ont concerné principalement le riz et le blé.

Graphique 11 : Structure des importations en provenance des autres pays de l'Union



Source : BCEAO

Les acquisitions de biens en provenance du continent asiatique sont soutenues par les importations de riz du Pakistan et de la Chine, les achats de biens d'équipements et intermédiaires de la Chine et de l'Inde. Les achats en provenance du continent américain ont représenté 2,0% du total des importations en 2020 contre 1,7% en 2019. Les Etats-Unis occupe la première place avec 1,5%.

Tableau 12 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(En millions de FCFA)

	2016		2017		2018		2019		2020	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
EUROPE	54 595,1	33,0%	92 406,7	45,00%	78 923,1	48,23%	104 732,3	46,4%	60 374,6	34,1%
U. EUROPÉENNE (ZONE UE)	53 570,2	32,3%	92 406,7	45,0%	75 233,4	48,2%	70 279,7	31,1%	56 596,5	32,0%
Belgique	191,0	0,1%	769,2	0,4%	706,9	0,4%	172,7	0,1%	259,1	0,1%
France	1 220,8	0,7%	2 313,3	1,1%	1 559,6	1,2%	1 455,3	0,6%	1 252,1	0,7%
Allemagne	308,4	0,2%	953,6	0,5%	971,8	0,5%	899,1	0,4%	467,8	0,3%
Italie	3 514,4	2,1%	2 813,8	1,4%	1 679,7	1,5%	1 348,1	0,6%	636,3	0,4%
Pays-Bas	6 436,2	3,9%	7 848,1	3,8%	6 364,7	4,1%	6 415,1	2,8%	5 640,8	3,2%
Portugal	38 283,7	23,1%	69 744,6	34,0%	58 877,9	36,4%	57 478,4	25,4%	46 059,5	26,0%
Espagne	3 615,8	2,2%	7 964,1	3,9%	5 072,8	4,2%	2 511,0	1,1%	2 280,9	1,3%
AUTRES PAYS DE L'UE	80,0	0,0%	0,0	0,0%	335,5	0,0%	148,6	0,1%	1 169,2	0,7%
Dinamarca	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0	0,0%	79,9	0,0%
Polonia	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0	0,0%	1,5	0,0%
Suède	1 016,8	0,6%	0,0	0,0%	678,8	0,0%	533,8	0,2%	774,0	0,4%
Royaume-Uni	75,5	0,0%	604,2	0,3%	335,5	0,3%	148,6	0,1%	313,8	0,2%
AUTRES PAYS D'EUROPE	944,9	0,6%	0,0	0,0%	3 354,3	0,0%	34 304,0	15,2%	2 608,9	1,5%
Turkie	874,4	0,5%	678,6	0,3%	3 317,2	0,4%	34 300,0	15,2%	1 975,6	1,1%
Russie	0,0	0,0%	0,0	0,0%	3,5	0,0%	4,0	0,0%	0,0	0,0%
AFRIQUE	50 896,5	30,7%	49 108,3	23,9%	59 981,9	25,6%	59 839,3	26,5%	49 813,7	28,2%
UEMOA	37 442,7	22,6%	40 426,6	19,7%	51 735,4	21,1%	51 531,5	22,8%	45 532,5	25,7%
Bénin	9,0	0,0%	32,3	0,0%	203,8	0,0%	140,7	0,1%	79,2	0,0%
Burkina	13,0	0,0%	1,9	0,0%	26,4	0,0%	6,2	0,0%	0,0	0,0%
Côte d'Ivoire	1 299,4	0,8%	654,9	0,3%	958,7	0,3%	1 031,3	0,5%	815,9	0,5%
Mali	80,8	0,0%	309,9	0,2%	263,2	0,2%	219,0	0,1%	244,7	0,1%
Niger	1,9	0,0%	70,1	0,0%	9,6	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Sénégal	35 583,6	21,5%	39 307,6	19,1%	49 881,0	20,5%	49 972,1	22,1%	39 917,1	22,6%
Togo	455,0	0,3%	49,9	0,0%	392,7	0,0%	162,2	0,1%	4 475,6	2,5%
CEDEAO (hors UEMOA)	9 972,2	6,0%	7 200,9	3,5%	6 539,0	3,8%	7 538,2	3,3%	2 995,6	1,7%
Cap - Vert	1010,24	0,6%	2,4	0,0%	10,2	0,0%	118,3	0,1%	599,0	0,3%
Gambie	8130,96	4,9%	6 991,5	3,4%	6 244,6	3,6%	7040,7	3,1%	843,9	0,5%
Ghana	143,08	0,1%	112,7	0,1%	25,4	0,1%	0	0,0%	441,9	0,2%
R. Guinée	668,73	0,4%	53,9	0,0%	258,8	0,0%	379,2	0,2%	1 110,7	0,6%
Nigéria	19,23	0,0%	40,3	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,1	0,0%
CEMAC	3,9	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	1,7	0,0%	0,0	0,0%
Cameroon	2,37	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0	0,0%	0,0	0,0%
Gabon	1,49	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	1,7	0,0%	0,0	0,0%
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	3 477,7	2,1%	1 480,8	0,7%	1 707,5	0,8%	767,9	0,3%	912,0	0,5%
Algérie	0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	1,0	0,0%	414,8	0,2%
Angola	46,92	0,0%	22,5	0,0%	0,0	0,0%	12,5	0,0%	0,0	0,0%
Libye	0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	1,0	0,0%	0,0	0,0%
Mauritanie	34,58	0,0%	58,6	0,0%	3,3	0,0%	8,8	0,0%	66,1	0,0%
Maroc	3044,43	1,8%	1 034,7	0,5%	1 678,7	0,5%	411,2	0,2%	232,4	0,1%
Afrique du Sud	238,8	0,1%	128,0	0,1%	6,6	0,1%	227,6	0,1%	198,7	0,1%
AMERIQUE	659,4	0,4%	2 204,5	1,1%	3 356,9	1,2%	3 936,2	1,7%	3 556,7	2,0%
Antigua	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	1,0	0,0%	94,1	0,1%
Argentine	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	1,0	0,0%	0,0	0,0%
Bésil	625,14	0,4%	1 959,0	1,0%	3 071,5	1,0%	3759,1	1,7%	472,1	0,3%
Canada	34,25	0,0%	1,6	0,0%	9,6	0,0%	0	0,0%	63,7	0,0%
Cuba	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	1,0	0,0%	0,0	0,0%
Panama	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	1,0	0,0%	0,0	0,0%
Peru	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0	0,0%	146,1	0,1%
Colombie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0	0,0%	12,0	0,0%
Mexique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0	0,0%	78,4	0,0%
Etats-Unis	0,0	0,0%	243,9	0,1%	275,7	0,1%	173,1	0,1%	2 690,3	1,5%
ASIE	47 226,3	28,5%	48 204,8	23,5%	40 331,2	25,2%	44 855,4	19,9%	51 498,2	29,1%
Chine	9 721,9	5,9%	12 947,1	6,3%	10 456,5	6,8%	10 558,6	4,7%	16 514,2	9,3%
Inde	8 294,4	5,0%	10 693,7	5,2%	8 673,7	5,6%	8 385,8	3,7%	8 398,9	4,7%
Japon	0,0	0,0%	17,4	0,0%	0,0	0,0%	393,8	0,2%	7,2	0,0%
Corea	220,0	0,1%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	69,7	0,0%	0,0	0,0%
Liban	2 294,0	1,4%	129,6	0,1%	0,0	0,1%	72,7	0,0%	411,7	0,2%
Malasie	3 402,9	2,1%	1 298,2	0,6%	1 007,3	0,7%	823,8	0,4%	195,6	0,1%
Singapour	2 345,3	1,4%	1 934,6	0,9%	1 456,2	1,0%	4 995,5	2,2%	3 383,6	1,9%
Vietnam	0,0	0,0%	0,0	0,0%	7,2	0,0%	45,1	0,0%	654,1	0,4%
Thaïlande	2 664,8	1,6%	782,1	0,4%	743,6	0,4%	2 606,1	1,2%	4 759,6	2,7%
Emirats Arabes Unis	2 708,7	1,6%	2 545,9	1,2%	3 043,5	1,3%	2 139,6	0,9%	4 329,1	2,4%
Indonésie	855,9	0,5%	536,0	0,3%	162,7	0,3%	97,4	0,0%	44,7	0,0%
Arabie Saoudite	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0	0,0%	969,2	0,5%
Bangladesh	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0	0,0%	68,6	0,0%
Israël	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0	0,0%	1,4	0,0%
Qatar	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0	0,0%	29,2	0,0%
Timor Oriental	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	1,0	0,0%	0,0	0,0%
AUTRES PAYS	12 300,0	7,4%	13 433,6	6,5%	8 991,6	7,0%	12 487,2	5,5%	11 622,6	6,6%
TOTAL GENERAL	165 677,3	100,0%	205 357,8	100,0%	191 584,8	107,2%	225 850,4	100,0%	176 865,9	100,0%
EUROPE	54 595,1	33,0%	92 406,7	45,0%	78 923,1	48,2%	104 732,3	46,4%	60 374,6	34,1%
AFRIQUE	50 896,5	30,7%	49 108,3	23,9%	59 981,9	25,6%	59 839,3	26,5%	49 813,7	28,2%
AMERIQUE	659,4	0,4%	2 204,5	1,1%	3 356,9	1,2%	3 936,2	1,7%	3 556,7	2,0%
ASIE	47 226,3	28,5%	48 204,8	23,5%	40 331,2	25,2%	44 855,4	19,9%	51 498,2	29,1%
AUTRES PAYS	12 300,0	7,4%	13 433,6	6,5%	8 991,6	7,0%	12 487,2	5,5%	11 622,6	6,6%

Sources : Douanes, BCEAO

1.2- Balance de services

En 2020, le solde déficitaire de la balance des services, s'est établi à 65.253,2 millions contre 72.636,1 millions de l'année précédente.

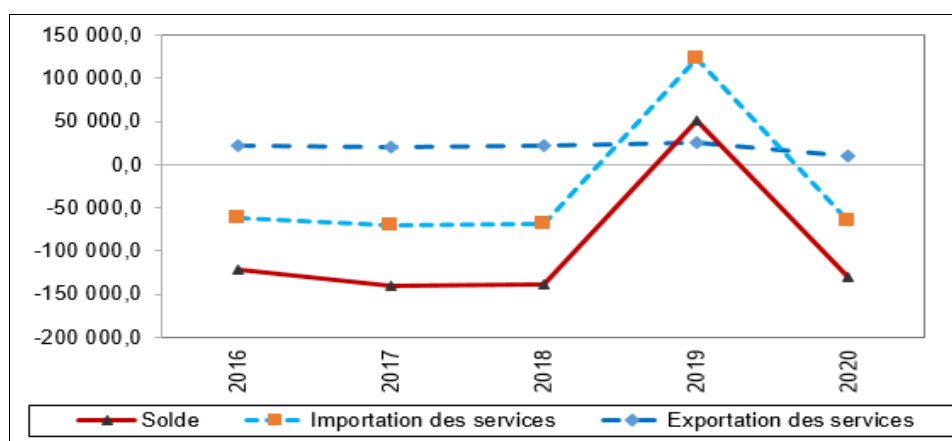
Tableau 13 : Évolution de la balance des services

(En millions de FCFA)

Poste	2016	2017	2018	2019	2020
Transport	-29 040,2	-33 751,2	-26 719,0	-28 542,6	-29 159,7
<i>Dont fret ¹</i>	-27 171,0	-33 678,8	-26 726,9	-27 497,9	-29 124,7
Voyage	-21 788,3	-27 339,1	-30 393,5	-39 976,2	-28 874,3
Autres services	-10 139,1	-8 754,4	-12 310,3	-4 117,4	-7 219,2
Total services nets	-60 967,6	-69 844,7	-69 422,7	-72 636,1	-65 253,2

Source : BCEAO

Graphique 12 : Evolution de la balance des services (en millions de FCFA)

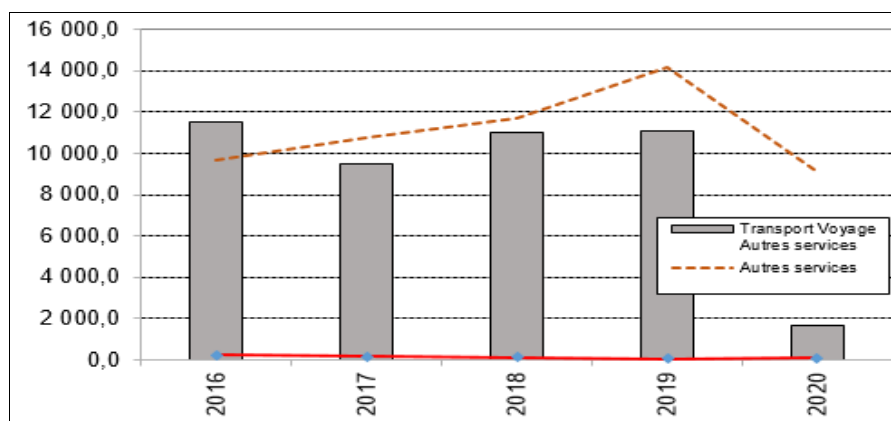


Source : BCEAO

1.2.1- Exportations de services

En 2020, les exportations des services se sont situées à 10.785,3 millions contre 25.203,6 millions en 2019. Le poste « voyage » a connu une forte baisse, se situant à 1.690,6 millions en 2020 contre 11.065,1 millions en 2019, en rapport avec la baisse des voyages à titre personnel, qui se sont situés à 480,3 millions contre 10.030,1 millions l'année précédente, du fait de la crise sanitaire. Les exportations au titre des « autres services » affiche également une baisse, se fixant à 9.010,2 millions contre 14.106,8 millions en 2019. Le poste « transport » reste marginal.

Graphique 13 : Structure des exportations de services (en millions de FCFA)



Source : BCEAO

Les recettes en provenance des pays de l'UEMOA, au titre du tourisme (poste voyage) ont connu une chute de 36% en 2020, pour se situer à 2.163,9 millions contre 3.380,2 millions en 2019. Les recettes touristiques proviennent principalement du Mali et du Sénégal.

Tableau 14 : Evolution des recettes touristiques en provenance des pays de l'UEMOA

Pays	2016	2017	2018	2019	2020	Variation 2020/2019
Bénin	106,6	155,1	158,8	193,4	137,3	-29,0%
Burkina	102,0	99,3	145,8	123,8	309,3	149,8%
Côte d'Ivoire	59,4	86,4	88,4	107,7	76,4	-29,1%
Mali	631,1	918,3	939,7	1 144,9	812,7	-29,0%
Niger	23	25,0	32,5	39,6	28,1	-29,0%
Sénégal	1 351,0	1 428,9	1 583,7	1 640,4	707,5	-56,9%
Togo	71,9	104,6	107,0	130,4	92,6	-29,0%
UEMOA	2 345,0	2 817,5	3 055,8	3 380,2	2 163,9	-36,0%

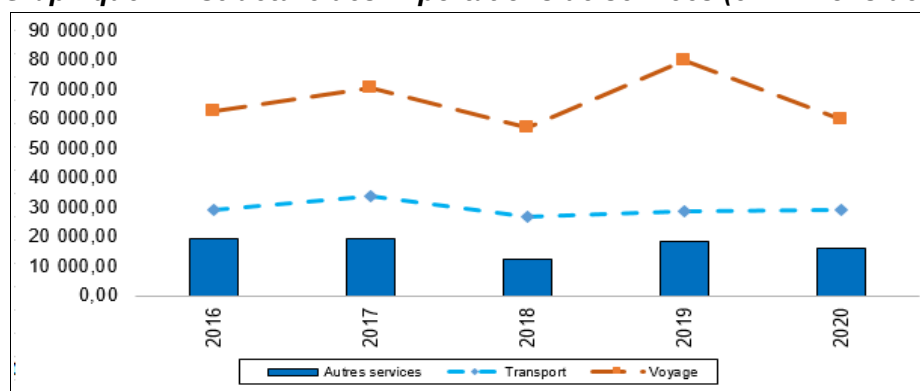
Source : BCEAO

1.2.2- Importations de services

En 2020, les importations de services se sont situées à 76.038,6 millions contre 97.839,7 millions enregistrés en 2019. Le poste « Transport » a connu une hausse de 2,3%, se situant à 29.244,2 millions contre 28.574,3 millions, en rapport avec la hausse du Fret, induite par l'augmentation des importations plus importantes que celle de l'année précédente, si nous retirons l'importation du bateau, qui n'avait pas payé de fret. Le poste « Voyage » est passé de 51.041,3 millions en 2019 à 30.564,8 millions en 2020, expliqué par la faible mobilité des personnes¹. S'agissant des importations d'autres services, elles ont enregistré une baisse de 10,9%, en rapport avec la baisse des travaux de construction et des services financiers.

¹L'année 2020 est marquée par la survenance de la crise sanitaire de COVID-19 qui a limité fortement la mobilité des personnes.

Graphique 14: Structure des importations de services (en millions de FCFA)



Source : BCEAO

Les dépenses vers des pays de l'UEMOA au titre du tourisme ont connu également une baisse, pour se situer à 2.030,3 millions contre 5.842,6 millions en 2019. Le Sénégal demeure la principale destination.

Tableau 15: Evolution des dépenses de tourisme du pays vers aux autres pays de l'UEMOA

Pays	2016	2017	2018	2019	2020	Variation 2020/2019
Bénin	115,0	62,0	37,4	37,4	16,7	-55,3%
Burkina	408,0	144,0	602,1	602,1	16,2	-97,3%
Côte d'Ivoire	303,8	147,4	151,0	151,0	0,0	-100,0%
Mali	520,4	3,4	40,3	40,3	4,5	-88,8%
Niger	11,8	16,6	74,4	74,4	115,4	55,1%
Sénégal	3 741,2	3 967,0	4 748,0	4 748,0	1 861,6	-60,8%
Togo	0,0	45,5	256,2	256,2	15,9	-93,8%
UEMOA	5 100,2	4 385,9	5 909,4	5 909,4	2 030,3	-65,6%

Source : BCEAO

1.3- Compte du revenu primaire

La balance du revenu primaire est constituée de la rémunération des salariés, des revenus des investissements et des autres revenus primaires. En 2020, le solde excédentaire de 14.638,3 millions enregistré est en rapport notamment avec les décaissements de la compensation financière de l'Union Européenne, dans le cadre des accords de pêche.

Le solde des revenus du travail est ressorti à 3.654,3 millions contre 8.759,6 millions l'année précédente².

²Le solde du compte des rémunérations des salariés est ressorti excédentaire à partir de 2014 avec la prise en compte à partir de cette années des revenus des travailleurs saisonniers.

Tableau 16 : Revenu primaire*(En millions de FCFA)*

Poste	2016	2017	2018	2019	2020	Variations 2020/2019
Rémunérations des salariés	9 622,2	8 531,2	9 339,1	8 759,9	3 654,3	-58,3%
Revenus des investissements	-2 625,1	-5 369,8	-42 249,3	-7 785,9	-7 505,8	-3,6%
<i>Dont intérêts sur la dette publique</i>	<i>0,0</i>	<i>2 076,0</i>	<i>2 103,4</i>	<i>-1,8</i>	<i>5,5</i>	<i>-405,6%</i>
Autres revenus primaires	10 625,3	5 238,4	4 503,1	14 570,7	18 489,8	26,9%
Revenu primaire net	17 622,3	8 399,8	-28 407,1	15 544,7	14 638,3	-5,8%

Source : BCEAO

1.4- Compte du revenu secondaire

L'excédent du compte de revenu secondaire a affiché une forte hausse, passant de 33.079,8 millions en 2019 à 82.156,1 millions en 2020, en rapport avec la hausse des transferts net des migrants, expliquée par la forte hausse des transferts reçus et la baisse des transferts émis, notamment vers les pays de la zone UEMOA. Cette hausse, confirme effectivement la résilience des pays en développement par rapport à la crise sanitaire en terme de fonds des travailleurs migrants. Par ailleurs, l'un des principes fondamentaux des ces transferts est lié à la préoccupation du bien-être que le migrant ressent pour la famille laissée au pays d'origine, dont les liens sociaux sont profonds. Par conséquent, ceux-ci ont tendance à augmenter en période de crise comme l'ont indiqué certaines théories économiques et certaines études empiriques réalisées en la matière.

Tableau 17 : Revenu secondaire

Poste	2016	2017	2018	2019	2020	Variations 2020/2019
Administration publique	1 424,6	9 605,0	10 170,9	10 000,0	27 808,0	178,1%
Autres secteurs	24 486,2	25 791,1	31 883,7	23 079,8	54 348,1	135,5%
<i>Dont envois de fonds des travailleurs</i>	<i>23 235,1</i>	<i>24 503,2</i>	<i>30 246,5</i>	<i>22 372,0</i>	<i>51 773,0</i>	<i>131,4%</i>
Revenu secondaire net	25 910,8	35 396,1	42 054,6	33 079,8	82 156,1	148,4%

Source : BCEAO

Les transferts courants publics nets sont ressortis en 2020 à 27.808,0 millions contre 10.000,9 millions en 2019. Le solde des transferts privés³ nets affiche une hausse en rapport avec la forte hausse des transferts reçus et la baisse des transferts émis. En effet, les transferts reçus en 2020 se

³Une enquête sur les envois de fonds des travailleurs migrants a été réalisée en 2011 et les résultats de cette enquête ont permis une meilleure prise en compte de ces flux, dans le cadre de l'élaboration des statistiques de la balance des paiements. En 2016, les données sur ces flux ont été collectées auprès des banques de la place. En dehors de ces circuits officiels, les ménages passent également par des canaux informels pour réaliser des transferts ou recevoir des fonds. Ces flux sont pris en compte dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements, en utilisant les résultats issus de l'enquête réalisée en 2011.

sont situés à 86.026,1 millions contre 63.045,9 en 2019 millions, soit une hausse de 36,5%. S'agissant des transferts émis, ils se sont situés à 34.253,1 millions en 2020 contre 40.673,9 millions en 2019, soit une baisse de 15,8%. Les transferts reçus proviennent principalement des pays européens, particulièrement de la France (19,2%), du Portugal (13,1%), de la Espagne (10,2%), du Royaume-Uni (8,2%), de l'Italie (5,1%) et de l'Allemagne (3,2%), des autres pays de l'UEMOA notamment du Sénégal (9,4%), des autres pays de l'Amérique, notamment, des États-Unis (3,4%) et du Brésil (2,4%). Les transferts émis sont destinés principalement au Sénégal (60,06%), au Portugal (7,05%) et à l'Inde (1,66%).

Les transferts provenant des autres pays de l'UEMOA se sont situés à 7.393,1 millions en 2020 contre 13.628,2 millions en 2019. Les transferts émis vers les pays de l'UEMOA se sont situés à 8.527,1 millions en 2020 contre 8.570,4 millions en 2019.

Tableau 18 : Matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants

		Transferts des migrants reçus par pays (en millions FCFA)								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3 388,8	6 511,1	91,9	1 883,9	10 672,3	5 186,9	4 468,1	32 203,0
	Burkina	5 978,5		13 027,9	26,6	12 094,3	8 897,1	11 441,1	11 925,7	63 391,3
	Côte d'Ivoire	11 811,5	34 774,9		229,0	59 579,4	10 134,0	25 599,2	32 798,2	174 926,2
	Guinée-Bissau	261,8	96,5	336,9		776,8	136,5	6 507,9	410,6	8 527,1
	Mali	4 089,3	9 240,7	14 047,2	55,2		8 348,3	28 997,8	9 834,6	74 613,1
	Niger	10 911,1	2 711,9	2 272,0	30,5	7 827,4		4 412,0	9 454,9	37 619,9
	Sénégal	6 857,5	8 259,7	16 565,8	6 834,7	23 767,2	6 405,6		6 673,6	75 364,0
	Togo	2 738,9	3 874,8	6 900,3	125,2	2 525,0	8 577,6	5 026,7		29 768,6
	UEMOA	42 648,5	62 347,3	59 661,4	7 393,1	108 454,0	53 171,5	87 171,7	75 565,7	496 413,2

Source : BCEAO

II- COMPTE DE CAPITAL

2.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits

Ce compte enregistre les transactions relatives aux acquisitions et cessions d'actifs corporels (terre, ressources du sous-sol, etc...) qui sont utiles ou indispensables à la production de biens et services et des actifs incorporels intangibles (brevets, droits d'auteurs, marques commerciales, etc...). En 2020, ce poste n'a enregistré aucune transaction.

2.2- Transferts de capital

L'excédent du solde du compte de capital a enregistré une baisse, s'établissant à 9.019,0 millions de FCFA en 2020 contre 16.356,0 millions de FCFA l'année précédente, en rapport avec la baisse de ressources reçues dans le cadre du financement des projets publics. Ainsi, l'Etat a reçu des appuis financiers notamment, du Système des Nations Unies (SNU) (3.916,2 millions), de la Banque

Mondiale (2.080,0 millions), de l'Union Européen (667,811 millions), de la République populaire de Chine (641,0 millions), du Fond Mondial (453,3 millions) et de la Banque Africaine de Développement (277,0 millions) etc.

Les transferts des autres secteurs, destinés principalement aux ONGs intervenant dans les secteurs sociaux et dans l'agriculture, affichent une baisse par rapport à 2019, se situant à 777,9 millions.

Tableau 19 : Compte de capital

(En millions de FCFA)

Poste	2016	2017	2018	2019	2020	Variations 2020/2019
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	-699,0	-391,3	0,0	0,0	0,0%
Transferts de capital	29 564,1	61 280,1	23 796,5	16 356,0	9 019,0	-44,9%
Administration publique	28 065,2	59 867,2	22 140,1	14 700,0	8 241,1	-43,9%
<i>Dont remises de dettes</i>	738,5	25 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	1 498,9	1 412,9	1 656,4	1 656,0	777,9	-53,0%
Solde du compte de capital	29 564,1	60 581,1	23 405,2	16 356,0	9 019,0	-44,9%

Source : BCEAO

III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier, selon l'optique de la BCEAO, englobe les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents. Il est composé des investissements directs, des investissements de portefeuille, des dérivés financiers ainsi que des autres investissements. Le tableau 16, présente l'évolution de ce compte de 2016 à 2020.

Tableau 20 : Compte financier

(En millions de FCFA)

Poste	2016	2017	2018	2019	2020	Variations 2020/2019
Investissements directs	-13 954,8	-8 917,2	-11 647,2	-41 757,2	-11 900,5	-71,5%
Investissements de portefeuille	-10 800,0	-8 478,0	-18 242,9	-17 642,9	-52 209,8	195,9%
Autres investissements	18 073,0	52 687,9	10 297,4	12 862,8	-7 348,0	-157,1%
Solde du compte financier	-6 681,8	35 292,7	-19 592,8	-46 537,3	-71 458,8	53,6%

Source : BCEAO

3.1- Investissements directs étrangers

Les investissements directs sont constitués de nouvelles prises de participation dans le capital, des bénéfiques réinvestis ainsi que des dettes et créances entre entreprises apparentées. Au cours de l'année 2020, les entrées nettes au titre des Investissements directs étrangers, c'est-à-dire, le stock des investissements des privés non-résidents dont les montants représentent individuellement au

moins 10% du capital social, ont diminué pour se situer à 11.900,5 millions contre 41.757,2 millions en 2019. Cette forte baisse s'explique par la comptabilisation du « bateau de production d'électricité » financé par des IDE. Les principaux secteurs bénéficiaires de ces flux sont l'hôtellerie et restauration et l'intermédiation financière. Par instruments, ces flux sont induits principalement par des renforcements des capitaux propres.

A fin 2020, le stock des ressources mobilisées au titre des investissements directs étrangers s'est établi à 185.533,9 millions de FCFA dont 72.199,6 millions proviennent des autres pays de l'UEMOA, 38.723,5 millions de la zone euro, 29.300,0 millions de l'Europe hors UE, 19.213,0 millions des autres pays de l'Afrique hors CEDEAO, 9.500,5 millions de la CEMAC, 8.805,7 de l'Amérique et 6.052,0 millions de l'Asie.

Encadré 1 : dispositif de l'Union en matière de suivi des Investissements Directs Étrangers (IDE)

Dans le cadre du processus d'amélioration de la disponibilité et de la qualité des données des comptes extérieurs, le dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union a été renforcé, avec l'administration à compter de 2009, d'un formulaire complémentaire destiné au recueil d'informations sur les fonds propres des entreprises. Ce formulaire, administré conjointement avec le questionnaire de la balance des paiements transmis aux entreprises, permet de recueillir des renseignements sur les investissements étrangers, selon l'orientation géographique et sectorielle. Le formulaire de collecte des données sur les IDE a été complété en intégrant à partir de 2011, les opérations d'emprunt, de crédits commerciaux et de dépôts, qui sont classées parmi les investissements étrangers au sein de la balance des paiements.

Ainsi, ce dispositif permet d'approfondir les analyses sur les investissements directs étrangers et de faire ressortir les risques pesant sur les financements extérieurs de nos Etats, en facilitant une décomposition des flux par secteur, par instruments de dette et par partenaires. De même, ces données contribuent au renforcement des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA, à travers un élargissement de leur champ de couverture aux corrections d'asymétries sur les flux intracommunautaires au titre des investissements directs étrangers (IDE). Elles permettent également aux pays de l'Union de participer à l'Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs (ECID), dont l'adhésion à compter de l'édition 2011 a été autorisée par les Autorités de la Banque Centrale.

3.2- Investissements de portefeuille

Au cours de l'année 2020, les entrées nettes au titre des Investissements de portefeuille se sont situées à 52.209,8 millions contre 17.642,9 millions de FCFA en 2019. Elles concernent principalement les émissions et remboursement des titres publics émis à court terme (52.209,8 millions) sur le marché de l'Union pour faire face principalement à la crise de COVID-19.

3.3- Dérivés financiers

Aucun montant n'a été enregistré sous cette rubrique.

3.4- Autres investissements

Les autres investissements sont constitués principalement des crédits commerciaux, des numéraires et dépôts, des transactions liées à l'endettement public et les autres comptes à payer et/ou à recevoir. En 2020, le solde net des autres investissements a connu une entrée nette de 7.348,5 millions, en rapport avec les décaissements reçus par l'État pour le financement des projets publics.

IV- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

4.1- Évolution de la position extérieure globale nette

A fin 2020, la position extérieure globale nette s'est établie à -258.096,7 millions contre -240.390,2 millions en 2019, soit une détérioration de 17.706,5 millions, en rapport avec une hausse des passifs plus importante que celle du stock des actifs.

Le stock d'actifs financiers s'est établi à 582.587,3 millions à fin 2020, en hausse de 29.552,7 millions par rapport à 2019. Cette évolution fait suite à un accroissement de 31.157,0 millions des placements au titre des autres investissements et de 30.037,0 millions des placements au titre des investissements de portefeuille. Toutefois, les actifs des avoirs de réserve ont baissé de 31.641,3 millions.

S'agissant du stock du passif, il s'est établi à 840.684,0 millions à fin 2020, en hausse de 47.259,2 millions par rapport à l'année précédente, suite à une augmentation de 52.209,8 du stock des investissements de portefeuille et de 11.214,9 millions du stock des investissements directs dans le pays. Par ailleurs les engagements au titre des autres investissements ont diminué de 16.165,6 millions.

Tableau 21 : Variation de la position extérieure globale

(En millions de FCFA)

Source : BCEAO Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers	553 034,64	-707,00	582 587,34
Investissements directs	1 939,15	0,00	1 939,15
Investissements de portefeuille	86 290,80	0,00	116 327,8
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,0
Autres investissements	174 663,29	0,00	205 820,29
Avoirs de réserves	290 141,40	-707,00	258 500,1
Stocks de passifs financiers	793 424,84	-1 158,00	840 684,0
Investissements directs	174 318,91	0,00	185 533,9
Investissements de portefeuille	73 698,20	0,00	125 908,0
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,0
Autres investissements	545 407,73	-1 158,00	529 242,2
Position extérieure globale nette (A) - (B)	-240 390,20	451,00	-258 096,68

4.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale

Le stock d'actifs est détenu essentiellement par la Banque Centrale à travers les avoirs de réserves qui représentent 44,4 % du total des actifs financiers. Les autres sociétés détiennent 16,8% du stock des avoirs financiers, dont les avoirs sont constitués principalement de dépôts, des autres comptes à recevoir et crédits commerciaux consentis à leur clientèle, contre 22,1% des autres institutions de dépôts.

Le stock des engagements financiers est constitué principalement par l'Administration Publique qui représente 62,2%, les autres sociétés 23,3% et la Banque Centrale 11,4%. Il concerne principalement la dette publique et les investissements directs étrangers. Le stock des IDE s'est situé à 185.533,8 millions de FCFA et les principaux secteurs bénéficiaires sont la communication, le commerce de gros et détail, la production et la distribution d'électricité, le secteur bancaire, l'hôtellerie et la restauration.

Tableau 22 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)

(En millions de FCFA)

Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Sous total	Autres secteurs		Total
					Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
Stock d'actifs financiers	258 500,1	128 492,0	0,0	386 992,1	1 053,0	194 542,2	582 587,34
Investissements directs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 939,2	1 939,15
Investissements de portefeuille	0,0	114 929,0	0,0	114 929,0	0,0	1 398,8	116 327,80
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	0,0	13 563,0	0,0	13 563,0	1 053,0	191 204,3	205 820,29
Avoirs de réserves	258 500,1	0,0	0,0	258 500,1	0,0	0,0	258 500,1
Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	14 106,6	0,0	0,0	14 106,6	0,0	0,0	14 106,6
Position de réserve au FMI	1 979,8	0,0	0,0	1 979,8	0,0	0,0	1 979,8
Autres avoirs de réserve	242 413,7	0,0	0,0	242 413,7	0,0	0,0	242 413,7
							0,0
Stocks de passifs financiers	95 541,3	26 398,0	522 757,8	644 697,2	18 269,9	177 717,0	840 684,02
Investissements directs	0,0	5 624,00	0,0	5 624,0	17 559,9	162 350,00	185 533,85
Investissements de portefeuille	0,0	0,0	125 908,0	125 908,0	0,0	0,0	125 908,00
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	95 541,4	20 774,0	396 849,8	513 165,2	710,0	15 367,0	529 242,17
Position extérieure globale nette	67 417,3	102 094,0	-522 757,8	-257 705,1	-17 216,9	16 825,2	-258 096,7

Source : BCEAO

CONCLUSION

L'évolution des transactions extérieures en 2020 s'est traduite par un fort excédent du solde global

de la balance des paiements après un déficit l'année précédente. Cet excédent s'explique principalement par une forte diminution du déficit des comptes des transactions courantes et les entrées nettes au titre du compte financier. Ces évolutions sont liées principalement aux appuis reçus par l'Etat dans le cadre de la lutte contre la crise sanitaire. Elles sont également imputables à la hausse des transferts privés. Les émissions de titres publics ont également contribué à cette tendance.

Le déficit persistant du compte courant, indique la vulnérabilité du pays face aux chocs externes et l'urgence d'entamer le processus de diversification de l'économie et particulièrement des exportations. Globalement, la diversification de la base productive et des exportations reste une nécessité. La contribution du secteur minier est toujours marginale malgré les potentiels importants, notamment, en termes d'exploitation et de production du bauxite et du phosphate. Dans ce cadre, les réformes prévues dans ce secteur devraient être mises en œuvre. La contribution du secteur de pêche continue aussi d'être faible au vu du potentiel halieutique du pays.

ANNEXE

Table des annexes

ANNEXE 1 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale	35
ANNEXE 2 : Passage des statistiques douanières aux données enregistrées à la balance des paiements.....	40
ANNEXE 3- Matrice des envois de fonds des travailleurs migrants.....	42
ANNEXE 4- Matrice des flux et stocks de IDE.....	43
ANNEXE 5 : Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée).....	45
ANNEXE 6 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO).....	46
ANNEXE 7 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions.....	47
ANNEXE 8 : Balance des paiements optique FMI (en millions de FCFA).....	48
ANNEXE 9 : Position extérieure globale (en millions de FCFA).....	60

ANNEXE 1 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publié en 2008 par le FMI, le dispositif d'élaboration de la balance des paiements des pays de l'UMOA a été révisé en vue de prendre en compte les changements introduits par le nouveau manuel et d'opérer des modifications visant l'amélioration de la qualité des données et de leur analyse.

Le nouveau Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales. Il procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations, ainsi qu'au renforcement de l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN), révisé la même année (2008), et les autres documents méthodologiques de référence parus après le MBP5.

A- La balance des paiements

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure. Les principales composantes de la BDP sont :

Présentation synthétique des composantes de la balance des paiements

Compte des transactions courantes

Biens et services

Biens

Services

Compte du revenu primaire (*anciennement compte « revenu »*)

Compte du revenu secondaire (*anciennement « transferts courants »*)

Compte de capital

Acquisition et cession d'actifs non produits

Transferts en capital

Compte financier (*anciennement compte d'opérations financières*)

Investissements directs

Investissements de portefeuille

Produits financiers dérivés (*traité comme sous-rubrique des investissements de portefeuille dans le MBP5*)

Autres investissements

Avoirs de réserve

A1)- Compte des biens et services

Les principaux changements apportés au compte des biens et services se présentent comme suit :

- Le reclassement des biens achetés dans les ports et les aéroports dans les marchandises générales plutôt que comme un poste séparé ;
- Les biens achetés à l'étranger par les voyageurs pour leur consommation personnelle ou à des fins de cadeaux dépassant les seuils douaniers sont désormais inclus dans les marchandises générales au lieu du service voyage ;
- Le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens, ce qui correspond à un retour au principe de la quatrième édition ;
- En cas de changement de résidence, les transferts des effets personnels des migrants ne sont ni inclus dans les biens, ni dans d'autres postes des comptes internationaux, puisqu'ils ne font pas l'objet de changement de propriété ;
- Les réparations et maintenance sur les marchandises mobiles sont retracées dans les services au lieu des biens. Le MBP5 les classait dans les biens, compte tenu de l'importance du matériel par rapport à la prestation de service proprement dite dans la facturation globale de la transaction ;
- Les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services dans tous les cas, alors qu'ils pouvaient être considérés dans certains cas comme un changement de propriété du manufacturier selon le MBP5 ;
- La rubrique « services de télécommunications, d'informatique et d'information » regroupe celles des « services de communication » et « services d'informatique et d'information » du MBP5. Les « services postaux et de messagerie » sont désormais inclus dans les « transports », alors qu'ils étaient classés dans la rubrique des « services de communication »¹⁴ selon le MBP5 ;
- Les dépenses des entreprises de construction non-résidentes en biens et services locaux sont incluses dans les Services de bâtiment et travaux publics, alors qu'elles sont classées dans les « Autres services aux entreprises » dans le MBP5. En outre, le MBP6 prévoit l'enregistrement des achats de biens et services à une troisième économie par les entreprises de construction, en chantier hors de leur pays de résidence, dans la balance des paiements de leur économie d'origine.

A2) Compte du revenu primaire

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu primaire » dans le MBP6, pour assurer la cohérence avec le SCN 2008. Le « compte de revenu primaire » présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et l'autre revenu primaire, dont les taxes sur la production. Les principaux changements concernent :

- La prise en compte explicite des loyers et des taxes sur les produits et la production ;
- La clarification de la relation employeur-salarié, de manière à faire apparaître une distinction entre rémunération des salariés et paiement de services ;
- L'ajustement des intérêts, de manière à faire apparaître l'intérêt "pur", c'est-à-dire après déduction de la composante SIFIM16, qui est incluse dans les services financiers ;
- Le revenu des avoirs de réserve est classé séparément, alors qu'il était inclus dans les revenus des autres investissements dans le MBP5. S'il n'est pas disponible à des fins de publication, le revenu des avoirs de réserve peut être inclus au poste « Autres investissements/intérêts » ;
- L'imputation des commissions sur les prêts de titres et d'or est clarifiée et les commissions assimilées à des intérêts si elles reviennent au propriétaire qui prête ces actifs, avec écriture de contrepartie dans les autres comptes à recevoir/à payer. Le MBP5 ne traite pas explicitement de ces commissions. Toutefois, comme dans le MBP5, les commissions à verser aux dépositaires, etc., pour les services administratifs associés aux prêts sont enregistrées dans les services financiers.

A3) Compte de revenu secondaire

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu secondaire » dans le nouveau Manuel, en vue d'assurer la cohérence avec le SCN 2008. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels » remplace « envois de fonds des travailleurs ». En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement général », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

A4) Compte de capital

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- Dans le MBP6, les résultats de la recherche et développement (R&D), comme les brevets et les droits d'auteur, ne sont plus considérés comme des actifs non produits. Les achats et ventes directs de ces produits ne sont plus imputés au compte de capital, comme dans le MBP5, mais sont classés parmi les actifs produits, avec enregistrement des transactions dans les services (services de R&D pour brevets et droits d'auteur) ;
- Les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG, au titre des « autres changements de volume » ;
- Les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale;
- Les indemnités d'assurance dans les transferts de capital sont prises en compte dans les cas exceptionnels de pertes dues à des catastrophes, pour assurer la cohérence avec le SCN.

A5) Compte financier

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de l'imputation crédit et débit. La ventilation fonctionnelle est maintenue, mais est plus détaillée pour inclure notamment une rubrique séparée pour le suivi des dérivés financiers. Par ailleurs, la définition des instruments de dette a été harmonisée avec celle du manuel des statistiques de la dette extérieure.

B)- La Position extérieure globale (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Le nouveau Manuel reflète un intérêt accru pour l'analyse du compte de patrimoine comme outil permettant de comprendre l'évolution de l'économie internationale au plan de la vulnérabilité et de la viabilité. A cet égard, le MBP6 présente des recommandations beaucoup plus détaillées sur la PEG et accorde davantage d'attention sur les réévaluations et autres changements de volume, enregistrés dans le compte des « Autres flux », et à leur incidence sur les stocks d'avoirs et engagements.

Les autres variations de volume concernent notamment les rapatriements de fonds consécutifs aux changements de résidence, les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs (cette décision étant unilatérale), les cessions de devises à la banque centrale par des résidents (qui constituent une transaction entre résidents), etc. S'agissant des réévaluations, elles correspondent aux gains et pertes liées aux détentions d'actifs et de passifs à la suite principalement des variations de prix et de taux de change.

Dans le nouveau Manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques.

B 1 : Variation de la position extérieure globale nette

(En millions de FCFA)

Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers	553 034,64	-707,00	582 587,34
Investissements directs	1 939,15	0,00	1 939,15
Investissements de portefeuille	86 290,80	0,00	116 327,8
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,0
Autres investissements	174 663,29	0,00	205 820,29
Avoirs de réserves	290 141,40	-707,00	258 500,1
Stocks de passifs financiers	793 424,84	-1 158,00	840 684,0
Investissements directs	174 318,91	0,00	185 533,9
Investissements de portefeuille	73 698,20	0,00	125 908,0
Dérivés financiers	0,00	0,00	0
Autres investissements	545 407,73	-1 158,00	529 242,2
Position extérieure globale nette (A) - (B)	-240 390,20	451,00	-258 096,68

Source : BCEAO

ANNEXE 2 : Passage des statistiques douanières aux données enregistrées à la balance des paiements

Des ajustements de valeurs, de champ couvert et de chronologie sont faits sur les statistiques douanières pour le passage aux statistiques enregistrées en balance des paiements.

Ainsi, pour chaque produit, le prix de marché est obtenu à partir d'une moyenne pondérée des prix déclarés par les opérateurs. L'écart entre le prix de marché et le prix déduit des statistiques douanières, appliqué aux quantités déclarées par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs douanières. Ces ajustements sont indiqués sous la rubrique « ajustements de valeurs ».

La rubrique « ajustement de champ couvert » permet de prendre en compte les distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celle de résidents à l'étranger (ex : déduction des importations des Ambassades). On procède également sous cette rubrique « ajustement de champ couvert » à la prise en compte du commerce non contrôlé.

Les ajustements de chronologie sont fondés sur le fait que les statistiques douanières recensent les déclarations en douane de l'année tandis que la balance des paiements retient les transactions effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année, la date de chaque opération étant celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur. L'ajustement de chronologie permet en pratique de corriger l'incidence de l'écart en volume découlant de décalages des dates d'enregistrement de certaines transactions respectivement par les services douaniers et les opérateurs. L'écart entre les quantités déclarées par l'opérateur, les quantités déduites des statistiques douanières, appliqué aux prix déclarés par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement de chronologie à effectuer sur les valeurs douanières.

Après ajustement des données du Commerce Général, les coûts de l'assurance et du fret inclus dans les importations CAF sont déduits afin d'obtenir des valeurs FOB. Les charges d'assurance et de fret qui relèvent de la balance des services sont évaluées en utilisant les taux de fret et d'assurance qui se situent autour de 16,1% et 1,14% respectivement. Ces taux ont été actualisés en 2015.

Quant aux exportations, elles sont établies directement sur une base FOB par les services douaniers.

ANNEXE 2.I- Matrice des échanges intra-communautaires

Tableau 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2020 à partir des statistiques officielles
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		17 374,9	5 193,1	0	24 349,2	20 320,2	1 073,4	5 210,2	73 521,0
	Burkina	2 683,8		13 066,3	0,0	24 026,0	30 857,9	6 590,7	13 014,4	90 239,0
	Côte d'Ivoire	31 767,4	291 698,0		641,8	383 920,7	67 522,6	75 559,5	31 220,0	882 330,0
	Guinée-Bissau	497,7		0,0			6,6	663,8		1 168,2
	Mali	758,5	41 462,8	41 608,5	129,1		5 776,5	53 953,0	1 819,4	145 507,9
	Niger	5 272,3	52 213,2	4 199,2	0,0	55 862,0		1 320,4	568,8	119 435,8
	Sénégal	11 113,4	30 128,6	118 466,8	33 997,7	493 013,5	12 183,3		11 032,5	709 935,7
	Togo	142 966,3	99 714,3	36 584,1	4 458,3	75 005,2	50 680,9	35 556,9		444 966,0
	UEMOA	195 059,4	532 591,9	219 118,0	39 226,9	1 056 176,7	187 347,8	174 717,7	62 865,3	2 467 103,5

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Tableau 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2020

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	2 300,7	1 196,9	79,2	282,3	15 538,3	38,7	10 988,4	30 424,4
	Burkina	823,0	0,0	15 726,8	0,0	20 985,3	276,7	42,3	821,8	38 675,8
	Côte d'Ivoire	911,1	5 003,2	0,0	174,2	0,0	0,0	2 867,3	162,6	9 118,4
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	288,9	0,0	2 685,1	0,0	2 973,9
	Mali	11 225,7	581,3	392,2	115,6	0,0	5 006,4	51 217,5	8 436,3	76 975,1
	Niger	12 339,6	646,7	918,7	0,0	6 596,1	0,0	155,8	8 388,4	29 045,4
	Sénégal	612,2	305,3	990,0	5 919,4	0,0	55,6	0,0	28,6	7 911,1
	Togo	311,1	2 957,6	2 722,1	17,2	0,0	0,0	0,0	0,0	6 008,0
	UEMOA	26 222,7	11 794,8	21 946,7	6 305,6	28 152,6	20 877,1	57 006,7	28 826,0	201 132,2

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Tableau 1 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2020

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	19 675,6	6 390,0	79,2	24 631,6	35 858,5	1 112,1	16 198,6	103 945,5
	Burkina	3 506,8		28 793,0	0,0	45 011,3	31 134,6	6 632,9	13 836,2	128 914,8
	Côte d'Ivoire	32 678,6	296 701,3		815,9	383 920,7	67 522,6	78 426,8	31 382,5	891 448,4
	Guinée-Bissau	497,7	0,0	0,0		288,9	6,6	3 348,9	0,0	4 142,1
	Mali	11 984,3	42 044,1	42 000,7	244,7		10 783,0	102 474,8	10 255,8	219 787,3
	Niger	17 611,9	52 859,9	5 118,0	0,0	62 458,1		1 476,2	8 957,2	148 481,2
	Sénégal	11 725,6	30 433,9	119 456,8	39 917,1	493 013,5	12 238,9		11 061,1	717 846,7
	Togo	143 277,4	101 971,9	38 306,2	4 475,6	75 041,5	50 717,1	35 592,5		449 382,2
	UEMOA	221 282,2	543 686,7	240 064,6	45 532,5	5 208 261,2	229 064,3	91 691,3	2 663 948,3	

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

ANNEXE 3- Matrice des envois de fonds des travailleurs migrants

Tableau 1 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2020

(en millions FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3 388,8	6 511,1	91,9	1 883,9	10 672,3	5 186,9	4 468,1	32 203,0
	Burkina	5 978,5		13 027,9	26,6	12 094,3	8 897,1	11 441,1	11 925,7	63 391,3
	Côte d'Ivoire	11 811,5	34 774,9		229,0	59 579,4	10 134,0	25 599,2	32 798,2	174 926,2
	Guinée-Bissau	261,8	96,5	336,9		776,8	136,5	6 507,9	410,6	8 527,1
	Mali	4 089,3	9 240,7	14 047,2	55,2		8 348,3	28 997,8	9 834,6	74 613,1
	Niger	10 911,1	2 711,9	2 272,0	30,5	7 827,4		4 412,0	9 454,9	37 619,9
	Sénégal	6 857,5	8 259,7	16 565,8	6 834,7	23 767,2	6 405,6		6 673,6	75 364,0
	Togo	2 738,9	3 874,8	6 900,3	125,2	2 525,0	8 577,6	5 026,7		29 768,6
	UEMOA	42 648,5	62 347,3	59 661,4	7 393,1	108 454,0	53 171,5	87 171,7	75 565,7	496 413,2

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Tableau 2 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2019

(en millions FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3 332,9	6 722,2	111,7	2 505,9	7 175,7	5 092,4	3 404,8	28 345,6
	Burkina	6 232,6		20 245,5	30,0	13 833,0	6 040,2	9 336,4	11 844,8	67 562,5
	Côte d'Ivoire	11 730,0	21 622,8		697,3	68 448,3	9 419,6	24 010,1	19 772,6	155 700,7
	Guinée-Bissau	680,4	216,8	396,2		1 586,2	337,2	4 903,4	450,1	8 570,4
	Mali	4 219,6	5 219,6	15 404,1	145,0		7 799,9	35 204,9	9 361,3	77 354,6
	Niger	7 382,7	2 745,2	4 780,7	122,4	5 655,7		3 729,9	9 502,0	33 918,7
	Sénégal	6 755,5	8 001,7	9 224,2	12 379,9	27 729,4	6 039,7		7 087,6	77 217,9
	Togo	2 529,5	3 832,6	6 701,0	141,9	2 701,7	5 869,0	5 125,7		26 901,3
	UEMOA	39 530,3	44 971,7	63 473,9	13 628,2	122 460,3	42 681,3	87 402,9	61 423,2	475 571,8

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

ANNEXE 4- Matrice des flux et stocks du IDE

Tableau 1 : Matrice des flux net au titre de l'année 2020

(en millions de FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		8 312,3	4 217,8	0,0	126,0	5 414,0	4 176,5	-618,0	21 628,6
	Burkina	-1 936,9		7 122,8	173,1	70 585,4	13,5	-13 929,8	4 201,6	66 229,7
	Côte d'Ivoire	-5 708,4	18 247,8		16,9	12 868,6	4 015,7	13 288,9	3 432,8	46 162,2
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	2 756,7		3 584,7	0,0	2 651,9	2 513,9	11 507,2
	Mali	223,3	-14 147,3	-7 367,9	-313,0		26,2	-6,9	2 730,0	-18 855,6
	Niger	9 584,7	632,8	26 185,9	0,0	15,7		541,9	76,9	37 037,9
	Sénégal	-2 839,0	-2 399,0	-5 394,8	0,0	0,0	-70,3		-8 542,0	-19 245,1
	Togo	625,4	2 015,2	6 210,4	0,0	650,0	0,0	-665,1		8 835,9
	UEMOA	-51,0	12 661,8	33 731,0	-123,0	87 830,3	9 399,2	6 057,3	3 795,2	153 300,8

Ligne (+) : Augmentation des engagements pour le pays bénéficiaire

Ligne (-) : Diminution des engagements pour le pays bénéficiaire

Colonne (+) : Augmentation des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Tableau 2 : Matrice des flux net au titre de l'année 2019

(en millions de FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		1 134,0	5 555,4	0,0	0,0	0,0	2 273,4	1 115,0	10 077,8
	Burkina	-11,8		23 586,4	0,0	983,5	536,6	1 483,0	-3 603,9	22 973,8
	Côte d'Ivoire	-44,9	884,7		16,9	19 820,9	0,0	8 024,3	15 567,5	44 269,4
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	-2 465,9		0,3	0,0	0,0	769,4	-1 696,2
	Mali	-1 592,6	1 228,5	12 154,9	0,0		0,0	-10 926,4	3 382,6	4 247,1
	Niger	0,2	18 615,5	2 994,2	0,0	0,0		2 294,2	967,0	24 871,1
	Sénégal	4 107,1	8 193,0	21 346,5	0,0	-6 100,0	-2 312,0		-6 460,0	18 774,6
	Togo	-317,0	1 983,1	27 618,7	0,0	1 153,4	0,0	1 215,0		31 653,2
	UEMOA	2 141,1	32 038,8	90 790,3	16,9	15 858,0	-1 775,4	4 363,5	11 737,6	155 170,8

Ligne (+) : Augmentation des engagements pour le pays bénéficiaire

Ligne (-) : Diminution des engagements pour le pays bénéficiaire

Colonne (+) : Augmentation des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Colonne (-) : Diminution des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Tableau 3 : Matrice des stocks de fin de période (31 décembre 2020)

(en millions de FCFA)		Créances IDE par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Engagements IDE par pays	Bénin		23 164,4	80 862,9	0,0	8 645,0	28 879,0	72 067,2	46 078,0	259 696,5
	Burkina	657,2		118 994,2	250,7	136 281,8	2 636,3	9 829,7	61 847,8	330 497,8
	Côte d'Ivoire	18 122,8	60 921,6		23,2	71 818,8	14 887,8	94 197,6	162 316,9	422 288,7
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	16 359,2		18 954,4	0,0	19 901,8	15 223,5	70 438,9
	Mali	2 226,6	30 989,7	102 605,5	0,0		5 235,7	163,4	38 793,6	180 014,4
	Niger	12 522,9	20 041,8	85 602,8	0,0	2 307,7		45 139,6	15 615,9	181 230,8
	Sénégal	1 408,0	20 838,0	18 341,0	0,0	0,0	5 001,5		16 207,0	61 795,5
	Togo	7 664,0	16 008,0	78 115,1	0,0	1 215,0	5 824,8	3 012,0		111 838,9
	UEMOA	42 601,5	171 963,4	500 880,8	273,9	239 222,6	62 465,1	244 311,4	356 082,8	1 617 801,5

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Tableau 4 : Matrice des stocks de début de période (31 décembre 2019)

(en millions de FCFA)		Créances IDE par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Engagements IDE par pays	Bénin		14 852,0	76 645,1	0,0	8 519,0	23 465,0	67 890,8	46 696,0	238 067,9
	Burkina	2 594,1		111 871,4	77,6	65 696,4	2 622,8	23 759,5	57 646,3	264 268,1
	Côte d'Ivoire	23 831,2	42 673,9		6,3	58 950,2	10 872,1	80 908,7	158 884,2	376 126,5
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	13 602,5		15 369,7	0,0	17 249,9	12 709,6	58 931,7
	Mali	2 003,3	45 137,0	109 973,3	313,0		5 209,5	170,3	36 063,5	198 870,0
	Niger	2 938,2	19 408,9	59 416,9	0,0	2 292,0		44 597,8	15 539,0	144 192,8
	Sénégal	4 247,0	23 237,0	23 735,8	0,0	0,0	5 071,8		24 749,0	81 040,6
	Togo	7 038,6	13 992,7	71 904,7	0,0	565,0	5 824,8	3 677,1		103 003,0
	UEMOA	42 652,4	159 301,6	467 149,7	396,9	151 392,3	53 066,0	238 254,1	352 287,6	1 464 500,6

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

ANNEXE 5 : Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée)

(En millions de FCFA)

	Libellés	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
1	Compte des transactions courantes	288 876,27	311 141,81	-22 265,54
1.A	Biens et services	133 844,52	252 904,45	-119 059,93
1.A.a	Biens	123 059,20	176 865,90	-53 806,70
1.A.a.1	Marchandises générales	123 059,20	176 865,90	-53 806,70
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	1 067,1	0,00	1 067,10
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,00	0,00	0,00
1.A.a.3	Or non monétaire	0,00	0,00	0,00
1.A.b	Services	10 785,32	76 038,55	-65 253,23
1.A.b.3	Transport	84,50	29 244,22	-29 159,72
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	0,00	29 124,70	-29 124,70
1.A.b.4	Voyage	1 690,60	30 564,87	-28 874,27
1.A.b.0	Autres services	9 010,22	16 229,46	-7 219,24
1.B	Revenus primaires	38 458,30	23 819,99	14 638,31
1.B.1	Revenus des salariés	14 666,00	11 011,66	3 654,34
1.B.2	Revenus des investissements	5 302,50	12 808,33	-7 505,83
1.B.3	Autres revenus primaires	18 489,80	0,00	18 489,80
1.C	Revenus secondaires	116 573,45	34 417,37	82 156,08
1.C.1	Administrations publiques	27 808,03	0,00	27 808,03
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	16 789,43	0,00	16 789,43
1.C.2	Autres secteurs	88 765,42	34 417,37	54 348,05
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	63 045,90	40 673,90	22 372,00
2	Compte de capital	9 019,00	0,00	9 019,00
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0,00	0,00	0,00
2.2	Transfert en capital	9 019,00	0,00	9 019,00
2.2.1	Administrations publiques	8 241,10	0,00	8 241,10
	<i>Remises de dettes</i>	0,00	0,00	0,00
2.2.2	Autres secteurs	777,90	0,00	777,90
3	Compte financier	30 440,60	49 283,64	-18 843,04
3.1	Investissements directs	180,90	12 081,40	-11 900,50
3.2	Investissements de portefeuille	30 037,00	52 209,80	-22 172,80
3.3	Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00
3.4	Autres investissements	31 157,00	-15 007,56	46 164,56
3.5	Avoirs de réserves	-30 934,30		-30 934,30
6	Erreurs et omissions nettes			-5 596,50

Source : BCEAO

ANNEXE 6 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO)

	Poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissem ents nets de passifs	Solde
1	Compte des transactions courantes	288 876,3	311 141,8	-22 265,5
1.A	Biens et services	133 844,5	252 904,5	-119 059,9
1.A.a	Biens	123 059,2	176 865,9	-53 806,7
1.A.a.1	Marchandises générales	123 059,2	176 865,9	-53 806,7
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	1 067,1	0,0	0,0
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,0	0,0	0,0
1.A.a.3	Or non monétaire	0,0	0,0	0,0
1.A.b	Services	10 785,3	76 038,6	-65 253,2
1.A.b.3	Transport	84,5	29 244,2	-29 159,7
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	0,0	29 124,7	-29 124,7
1.A.b.4	Voyage	1 690,6	30 564,9	-28 874,3
1.A.b.0	Autres services	9 010,22	16 229,46	-7 219,24
1.B	Revenus primaires	38 458,3	23 820,0	14 638,3
1.B.1	Revenus des salariés	14 666,0	11 011,7	3 654,3
1.B.2	Revenus des investissements	5 302,5	12 808,3	-7 505,8
1.B.3	Autres revenus primaires	18 489,8	0,0	18 489,8
1.C	Revenus secondaires	116 573,5	34 417,4	82 156,1
1.C.1	Administrations publiques	27 808,0	0,0	27 808,0
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	16 789,4	0,0	16 789,4
1.C.2	Autres secteurs	88 765,4	34 417,4	54 348,1
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	63 045,9	40 673,9	22 372,0
2	Compte de capital	9 019,0	0,0	9 019,0
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0,0	0,0	0,0
2.2	Transfert en capital	9 019,0	0,0	9 019,0
2.2.1	Administrations publiques	8 241,1	0,0	8 241,1
	<i>Remises de dettes</i>	0,0	0,0	0,0
2.2.2	Autres secteurs	777,9	0,0	777,9
3	Compte financier	38 901,3	110 359,6	-71 458,3
3.1	Investissements directs	180,9	12 081,4	-11 900,5
3.2	Investissements de portefeuille	0,0	52 209,8	-52 209,8
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres investissements	38 720,4	46 068,4	-7 348,0
3.4.0.3	Administration publique	0,0	10 700,0	-10 700,0
3.4.0.4	Autres secteurs	27 850,4	35 368,4	-7 518,0
6	Erreurs et omissions nettes			-5 596,50
7	Solde global	-8 460,5	-61 076,3	52 615,8
8	Avoirs et engagements extérieurs	8 460,50	61 076,30	-52 615,80
8.1	Banque centrale	30 934,30	10 918,00	20 016,30
8.2	Autres institutions de dépôts	-22 473,80	50 158,30	-72 632,10

Source : BCEAO

ANNEXE 7 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(En millions de FCFA)

	Poste	2016	2017	2018	2019	2020
1	Compte des transactions courantes	10 056,3	2 252,4	-30 068,7	-74 694,4	-22 265,5
1.A	Biens et services	-33 476,8	-41 543,4	-43 716,2	-123 319,0	-119 059,9
1.A.a	Biens	27 491,1	28 301,3	25 706,5	-50 682,8	-53 806,7
1.A.a.1	Marchandises générales	27 491,1	28 301,3	25 706,5	-50 682,8	-53 806,7
1.A.b	Services	-60 968,0	-69 844,7	-69 422,7	-72 636,1	-65 253,2
1.A.b.3	Transport	-29 040,2	-33 751,2	-26 719,0	-28 542,6	-29 159,7
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	-27 171,0	-33 678,8	-26 726,9	-27 497,9	-29 124,7
1.A.b.4	Voyage	-21 788,3	-27 339,1	-30 393,5	-39 976,2	-28 874,3
1.A.b.0	Autres services	-10 139,1	-8 754,4	-12 310,3	-4 117,4	-7 219,2
1.B	Revenus primaires	17 622,3	8 399,8	-28 407,1	15 544,7	14 638,3
1.B.1	Revenus des salariés	9 622,2	8 531,2	9 339,1	8 759,9	3 654,3
1.B.2	Revenus des investissements	-2 625,1	-5 369,8	-42 249,3	-7 785,9	-7 505,8
1.B.3	Autres revenus primaires	10 625,3	5 238,4	4 503,1	14 570,7	18 489,8
1.C	Revenus secondaires	25 910,8	35 396,1	42 054,6	33 079,8	82 156,1
1.C.1	Administrations publiques	1 424,6	9 605,0	10 170,9	10 000,0	27 808,0
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	1 424,6	2 786,9	0,0	10 000,0	16 789,4
1.C.2	Autres secteurs	24 486,2	25 791,1	31 883,7	23 079,8	54 348,1
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	23 235,1	24 503,2	30 246,5	22 372,0	48 687,5
2	Compte de capital	29 564,1	60 581,1	23 405,2	16 335,0	9 019,0
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0,0	-699,0	-391,3	0,0	0,0
2.2	Transfert en capital	29 564,1	61 280,1	23 796,5	16 335,0	9 019,0
2.2.1	Administrations publiques	28 065,2	59 867,2	22 140,1	14 700,0	8 241,1
	<i>Remises de dettes</i>	738,5	25 000,0	0,0	0,0	0,0
2.2.2	Autres secteurs	1 498,9	1 412,9	1 656,4	1 635,0	777,9
3	Compte financier	-6 681,8	35 292,7	-19 592,8	-46 537,3	-71 458,3
3.1	Investissements directs	-13 954,8	-8 917,2	-11 647,2	-41 757,2	-11 900,5
3.2	Investissements de portefeuille	-10 800,0	-8 478,0	-18 242,9	-17 642,9	-52 209,8
3.4	Autres investissements	18 073,0	52 687,9	10 297,4	12 862,8	-7 348,0
3.4.0.3	Administration publique	-9 200,0	15 361,0	-23 937,1	-10 700,0	-10 700,0
3.4.0.4	Autres secteurs	27 307,0	37 326,9	34 234,5	23 562,8	-7 518,0
6	Erreurs et omissions nettes	-12 456,2	-8 922,4	-4 041,9	-3 516,6	-5 596,5
7	Solde global	33 846,0	18 618,4	8 887,3	-15 295,2	52 615,8

Source : BCEAO

ANNEXE 8 : Balance des paiements optique FMI (en millions de FCFA)

Poste	Libellés	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
1	Compte des transactions courantes	288 876,3	311 141,8	-22 265,5
1.A	- Biens et services	133 844,5	252 904,5	-119 059,9
1.A.a	- - Biens	123 059,2	176 865,9	-53 806,7
1.A.a.1	- - - Marchandises générales, base balance des paiements	123 059,2	176 865,9	-53 806,7
1.A.a.1.1	- - - - Dont : Réexportations	1 067,1	0,0	1 067,1
1.A.a.2	- - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0
1.A.a.2.1	- - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0,0	0,0	0,0
1.A.a.2.2	- - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0
1.A.a.3	- - - Or non monétaire	0,0	0,0	0,0
1.A.b	- - Services	10 785,3	76 038,6	-65 253,2
1.A.b.1	- - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0
1.A.b.1.1	- - - - Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0,0	0,0	0,0
1.A.b.1.2	- - - - Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	0,0	0,0	0,0
1.A.b.2	- - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	790,4	-790,4
1.A.b.3	- - - Transport	84,5	29 244,2	-29 159,7
1.A.b.3.0	- - - - Pour tous les modes de transports	16,0	29 128,6	-29 112,6
1.A.b.3.0.1	- - - - - Voyageurs	0,0	3,9	-3,9
1.A.b.3.0.1.1	- - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.0.2	- - - - - Fret	0,0	29 124,7	-29 124,7
1.A.b.3.0.3	- - - - - Autres	16,0	0,0	16,0
1.A.b.3.1	- - - - Transports maritimes	16,0	29 124,7	-29 108,7
1.A.b.3.1.1	- - - - - Voyageurs	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.1.1.1	- - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.1.2	- - - - - Fret	0,0	29 124,7	-29 124,7
1.A.b.3.1.3	- - - - - Autres	16,0	0,0	16,0
1.A.b.3.2	- - - - Transports aériens	68,5	0,0	68,5
1.A.b.3.2.1	- - - - - Voyageurs	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.2.1.1	- - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.2.2	- - - - - Fret	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.2.3	- - - - - Autres	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.3	- - - - Autres modes de transport	0,0	3,9	-3,9
1.A.b.3.3.1	- - - - - Voyageurs	0,0	3,9	-3,9
1.A.b.3.3.1.1	- - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.3.2	- - - - - Fret	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.3.3	- - - - - Autres	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.4	- - - - Services postaux et services de messagerie	0,0	115,6	-115,6
1.A.b.4	- - - Voyages	1 690,6	30 564,9	-28 874,3

1.A.b.4.1	- - - À titre professionnel	1 210,3	19 856,7	-18 646,4
1.A.b.4.1.1	- - - - Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.1.2	- - - - Autres	1 210,3	19 856,7	-18 646,4
1.A.b.4.2	- - - À titre personnel	480,3	10 708,2	-10 227,9
1.A.b.4.2.1	- - - - Santé	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.2.2	- - - - Éducation	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.2.3	- - - - Autres	480,3	10 708,2	-10 227,9
1.A.b.4.0	- - - Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	1 039,2	0,0	1 039,2
1.A.b.4.0.1	- - - - Biens	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.2	- - - - Services de transports locaux	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.3	- - - - Services d'hébergement	1 039,2	0,0	1 039,2
1.A.b.4.0.4	- - - - Services de restauration	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5	- - - - Autres services	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5.1	- - - - - Services de santé	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5.2	- - - - - Services d'éducation	0,0	0,0	0,0
1.A.b.5	- - Travaux de construction	0,0	445,2	-445,2
1.A.b.5.1	- - - Travaux de construction réalisés à l'étranger	0,0	0,0	0,0
1.A.b.5.2	- - - Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0,0	445,2	-445,2
1.A.b.6	- - Services d'assurance et de retraite	258,3	2 178,8	-1 920,5
1.A.b.6.1	- - - Assurance directe	16,2	2 178,8	-2 162,6
1.A.b.6.2	- - - Réassurance	228,3	0,0	228,3
1.A.b.6.3	- - - Services auxiliaires d'assurance	13,9	0,0	13,9
1.A.b.6.4	- - - Services de retraite et de garantie standardisée	0,0	0,0	0,0
1.A.b.7	- - Services financiers	2 059,0	4,7	2 054,3
1.A.b.7.1	- - - Services financiers explicitement facturés et autres	2 059,0	4,7	2 054,3
1.A.b.7.2	- - - Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
1.A.b.8	- - Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	114,3	0,0	114,3
1.A.b.9	- - Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	4 878,1	11 452,8	-6 574,7
1.A.b.9.1	- - - Services de télécommunications	4 878,1	11 311,8	-6 433,7
1.A.b.9.2	- - - Services d'informatique	0,0	76,4	-76,4
1.A.b.9.3	- - - Services d'information	0,0	64,6	-64,6
1.A.b.10	- - Autres services aux entreprises	1 284,6	1 357,6	-73,0
1.A.b.10.1	- - - Services de recherche-développement	0,0	0,0	0,0
1.A.b.10.2	- - - Services spécialisés et services de conseil en gestion	1 241,6	1 259,0	-17,4
1.A.b.10.3	- - - Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	43,0	98,6	-55,6
1.A.b.11	- - Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0
1.A.b.11.1	- - - Services audio-visuels et connexes	0,0	0,0	0,0
1.A.b.11.2	- - - Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0
1.A.b.12	- - Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	415,9	0,0	415,9

1.B	- Revenu primaire	38 458,3	23 820,0	14 638,3
1.B.1	- - Rémunération des salariés	14 666,0	11 011,7	3 654,3
1.B.2	- - Revenus des investissements	5 302,5	12 808,3	-7 505,8
1.B.2.1	- - - Investissements directs	189,9	7 783,4	-7 593,5
1.B.2.1.1	- - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	180,9	7 715,5	-7 534,6
1.B.2.1.1.1	- - - - - Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	5 486,0	-5 486,0
1.B.2.1.1.1.1	- - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	0,0	1 239,0	-1 239,0
1.B.2.1.1.1.2	- - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	4 247,0	-4 247,0
1.B.2.1.1.1.3	- - - - - - Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.1	- - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.2	- - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.3	- - - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.2	- - - - - Bénéfices réinvestis	180,9	2 229,5	-2 048,6
1.B.2.1.1.2.1	- - - - - - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.2.1.1	- - - - - - - Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2	- - - - Intérêts	9,0	68,0	-59,0
1.B.2.1.2.1	- - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.2	- - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	68,0	-68,0
1.B.2.1.2.3	- - - - - Entre entreprises soeurs	9,0	0,0	9,0
1.B.2.1.2.3.1	- - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3.2	- - - - - - si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3.3	- - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2M	- - - - Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2	- - - Investissements de portefeuille	2 161,3	0,0	2 161,3
1.B.2.2.1	- - - - Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2.1.1	- - - - - Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2.1.2	- - - - - Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2.1.2.1	- - - - - - Dividendes	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2.1.2.2	- - - - - - Bénéfices réinvestis	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2.2	- - - - Intérêts	2 161,3	0,0	2 161,3
1.B.2.2.2.1	- - - - - À court terme	1 377,3	0,0	1 377,3
1.B.2.2.2.2	- - - - - À long terme	784,0	0,0	784,0
1.B.2.3	- - - Autres investissements	2 951,3	5 024,9	-2 073,6
1.B.2.3.1	- - - - Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.3.2	- - - - Intérêts	2 951,3	5 024,9	-2 073,6
1.B.2.3.2M	- - - - Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.3.3	- - - - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4	- - - Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.1	- - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2	- - - - Intérêts	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2M	- - - - Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
1.B.3	- - Autre revenu primaire	18 489,8	0,0	18 489,8
1.B.3.1	- - - Taxes sur la production et importations	0,0	0,0	0,0
1.B.3.2	- - - Subventions à la production	0,0	0,0	0,0

1.C	- Revenu secondaire	116 573,5	34 417,4	82 156,1
1.C.1	- - - Administrations publiques	27 808,0	0,0	27 808,0
1.C.1.1	- - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,0	0,0	0,0
1.C.1.1.1	- - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.C.1.2	- - - Cotisations sociales	0,0	0,0	0,0
1.C.1.2.1	- - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.C.1.3	- - - Prestations Sociales (Débit)	0,0	0,0	0,0
1.C.1.4	- - - Coopération internationale courante	16 789,4	0,0	16 789,4
1.C.1.5	- - - Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	11 018,6	0,0	11 018,6
1.C.1.5.1	- - - - Transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
1.C.2	- - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	88 765,4	34 417,4	54 348,1
1.C.2.1	- - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	86 026,1	34 253,1	51 773,0
1.C.2.1.1	- - - - Envois de fonds des travailleurs	86 026,1	34 253,1	51 773,0
1.C.2.2	- - - Autres transferts courants	2 739,3	164,3	2 575,1
1.C.2.0.1	- - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,0	0,0	0,0
1.C.2.0.2	- - - - Cotisations sociales	0,0	75,2	-75,2
1.C.2.0.3	- - - - Prestations sociales	0,0	5,9	-5,9
1.C.2.0.4	- - - - Primes d'assurance nettes hors assurance vie	0,0	82,8	-82,8
1.C.2.0.5	- - - - Indemnités d'assurance dommage	7,9	0,0	7,9
1.C.2.0.6	- - - - Coopération internationale courante	602,4	0,4	602,0
1.C.2.0.7	- - - - Transferts courants divers	2 129,1	0,0	2 129,1
1.C.2.0.7.1	- - - - - Dont : transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
1.C.3	- - Ajustement pour variation des droits à pension	0,0	0,0	0,0
	2 Compte de capital	9 019,0	0,0	9 019,0
2.1	- Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0,0	0,0	0,0
2.2	- Transferts de capital	9 019,0	0,0	9 019,0
2.2.1	- - Administration publique	8 241,1	0,0	8 241,1
2.2.1.1	- - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
2.2.1.2	- - - Autres transferts de capital	8 241,1	0,0	8 241,1
2.2.1.2.1	- - - - dont : impôts en capital	0,0	0,0	0,0
2.2.2	- - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	777,9	0,0	777,9
2.2.2.1	- - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
2.2.2.2	- - - Autres transferts de capital	777,9	0,0	777,9
2.2.2.2.1	- - - - dont : impôts en capital (Crédit)	0,0	0,0	0,0
2.2.2.0.1	- - - - - dont : entre ménages	0,0	0,0	0,0

	3 Compte financier	30 440,6	49 283,6	-18 843,0
	5 Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	30 440,6	49 283,6	-18 843,0
3.1	- Investissement direct	180,9	12 081,4	-11 900,5
3.1.1	- - Titres de participation et parts de fonds de placement	180,9	25 843,4	-25 662,5
3.1.1.1	- - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	0,0	23 613,9	-23 613,9
3.1.1.1.1	- - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	0,0	23 231,0	-23 231,0
3.1.1.1.2	- - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	295,2	-295,2
3.1.1.1.3	- - - - Entre entreprises soeurs	0,0	87,7	-87,7
3.1.1.1.3.1	- - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.2	- - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.3	- - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.1.1.2	- - - Réinvestissement des bénéfices	180,9	2 229,5	-2 048,6
3.1.1.0.1	- - - - Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.1.1.0.1.1	- - - - - Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
3.1.2	- - Instruments de dette	0,0	-13 762,0	13 762,0
3.1.2.1	direct	0,0	-13 762,0	13 762,0
3.1.2.2	- - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3	- - - Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.1	- - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.2	- - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.3	- - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0	- - - Titres de créance :	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.1	- - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.2	- - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3	- - - - Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.1	- - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.2	- - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.3	- - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.2	- Investissements de portefeuille	30 037,0	52 209,8	-22 172,8
3.2.1	- - Titres de participation et parts de fonds de placement	-17,0	0,0	-17,0
3.2.1.1	- - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.1.3	- - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.2.1.2	- - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-17,0	0,0	-17,0
3.2.1.4	- - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
3.2.1.4.1	- - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.2.1.4.2	- - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1	- - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.1	- - - - - Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.2	- - - - - Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2	- - - - Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.1	- - - - - Réinvestissement des bénéfices	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.2	- - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0

3.2.2	- - Titres de créance	30 054,0	52 209,8	-22 155,8
3.2.2.1	- - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.1	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.2	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.9	- - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.2.1.1.9.1	- - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.1.1.9.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.2	- - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	30 054,0	0,0	30 054,0
3.2.2.2.1	- - - - À court terme	30 054,0	0,0	30 054,0
3.2.2.2.2	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.3	- - - Administrations publiques	0,0	52 209,8	-52 209,8
3.2.2.3.1	- - - - À court terme	0,0	52 209,8	-52 209,8
3.2.2.3.2	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.4	- - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
3.2.2.4.0.1	- - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.4.0.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.4.1	- - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.2.2.4.1.1	- - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.4.1.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.4.2	- - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.2.2.4.2.1	- - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.4.2.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.3	- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
3.3.1	- - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.3.1.9	- - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.3.2	- - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.3.3	- - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.3.4	- - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
3.3.4.1	- - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.3.4.2	- - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1	- - - Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.1	- - - - Options	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.2	- - - - Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
3.3.0.2	- - - Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
3.4	- Autres investissements	31 157,0	-15 007,6	46 164,6
3.4.1	- - Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
3.4.2	- - Monnaie fiduciaire et dépôts	-434,2	-20 933,7	20 499,5
3.4.2.1	- - - Banque centrale	0,0	-1 620,4	1 620,4
3.4.2.1.1	- - - - À court terme	0,0	-1 620,4	1 620,4
3.4.2.1.2	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9	- - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.1	- - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2	- - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-434,2	-19 313,3	18 879,1
3.4.2.2.0.1	- - - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0

3.4.2.3	- - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3.1	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3.2	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4	- - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4.0.1	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4.0.2	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4.1	- - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4.1.1	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4.1.2	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4.2	- - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4.2.1	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4.2.2	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3	- - Prêts	-6 876,0	19 610,1	-26 486,1
3.4.3.1	- - - Banque centrale	0,0	-1 980,4	1 980,4
3.4.3.1.1	- - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	-1 980,4	1 980,4
3.4.3.1.2	- - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.3	- - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9	- - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.1	- - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.2	- - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.3	- - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.2	- - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-7 011,0	-27 177,0	20 166,0
3.4.3.2.1	- - - - À court terme	-7 011,0	-27 177,0	20 166,0
3.4.3.2.2	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3	- - - Administrations publiques	0,0	48 767,5	-48 767,5
3.4.3.3.1	- - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.2	- - - - Autres à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.3	- - - - Autres à long terme	0,0	48 767,5	-48 767,5
3.4.3.4	- - - Autres secteurs	135,0	0,0	135,0
3.4.3.4.0.1	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.4.0.2	- - - - À long terme	135,0	0,0	135,0
3.4.3.4.1	- - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.4.3.4.1.1	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.4.1.2	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.4.2	- - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	135,0	0,0	135,0
3.4.3.4.2.1	- - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.4.2.2	- - - - - À long terme	135,0	0,0	135,0
3.4.4	- - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
3.4.4.1	- - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.4.1.9	- - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.4.2	- - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.4.3	- - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4	- - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4.1	- - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4.2	- - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.1	- - - - Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.2	- - - - Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.3	- - - - Droits à pension	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.4	- - - - Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.5	- - - - Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.6	- - - - Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0

3.4.5	- - Crédits commerciaux et avances	24 036,0	-2 698,8	26 734,8
3.4.5.1	- - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.1	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.2	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9	- - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.1	- - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2	- - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.1	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.2	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3	- - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.1	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.2	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4	- - - Autres secteurs	24 036,0	-2 698,8	26 734,8
3.4.5.4.0.1	- - - - À court terme	24 000,0	0,0	24 000,0
3.4.5.4.0.2	- - - - À long terme	36,0	-2 698,8	2 734,8
3.4.5.4.1	- - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.1.1	- - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.1.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.2	- - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	24 036,0	-2 698,8	26 734,8
3.4.5.4.2.1	- - - - - À court terme	24 000,0	0,0	24 000,0
3.4.5.4.2.2	- - - - - À long terme	36,0	-2 698,8	2 734,8
3.4.6	- - Autres comptes à recevoir/ à payer	14 431,2	-10 985,2	25 416,4
3.4.6.1	- - - Banque centrale	0,0	-7 317,2	7 317,2
3.4.6.1.1	- - - - À court terme	0,0	-7 317,2	7 317,2
3.4.6.1.2	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9	- - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.1	- - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.2	- - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-118,0	-3 668,0	3 550,0
3.4.6.2.1	- - - - À court terme	-118,0	-3 668,0	3 550,0
3.4.6.2.2	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3	- - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.1	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.2	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4	- - - Autres secteurs	14 549,2	0,0	14 549,2
3.4.6.4.0.1	- - - - À court terme	14 549,2	0,0	14 549,2
3.4.6.4.0.2	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4.1	- - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4.1.1	- - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4.1.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4.2	- - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	14 549,2	0,0	14 549,2
3.4.6.4.2.1	- - - - - À court terme	14 549,2	0,0	14 549,2
3.4.6.4.2.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.7	- - Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0

3.5	- Avoirs de réserve	-30 934,3	0,0	-30 934,3
3.5.1	- - Or monétaire	0,0	0,0	0,0
3.5.1.1	- - - Or métal	0,0	0,0	0,0
3.5.1.2	- - - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
3.5.2	- - Droits de tirage spéciaux	20,1	0,0	20,1
3.5.3	- - Position de réserve au FMI	-1 218,7	0,0	-1 218,7
3.5.4	- - Autres avoirs de réserve	-29 735,7	0,0	-29 735,7
3.5.4.1	- - - Monnaie fiduciaire et dépôts	-29 735,7	0,0	-29 735,7
3.5.4.1.1	- - - - Créances sur les autorités monétaires	1 643,2	0,0	1 643,2
3.5.4.1.2	- - - - Créances sur d'autres entités	-31 378,9	0,0	-31 378,9
3.5.4.2	- - - Titres	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1	- - - - Titres de créance	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.1	- - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.2	- - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.5.4.3	- - - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.5.4.4	- - - Autres créances	0,0	0,0	0,0
	6 Erreurs et omissions nettes	-267 454,7	-261 858,2	-5 596,5
0.	Postes pour mémoire	0,0	0,0	0,0
0.0	- Financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
1.	Transferts courants et ou en capital	0,0	0,0	0,0
1.1.	- Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.2.	- - Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.3.	- Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
1.0.1	- - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
1.0.1.1	- - - Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.0.1.2	- - - Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.0.1.3	- - - Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
1.0.2	- - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
1.0.2.1	- - - Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.0.2.2	- - - Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.0.2.3	- - - Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
1.0.3	- - Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
1.0.3.1	- - - Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.0.3.2	- - - Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.0.3.3	- - - Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
1.0.4	- - Administration publique	0,0	0,0	0,0
1.0.4.1	- - - Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.0.4.2	- - - Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.0.4.3	- - - Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0

1.0.5	- - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
1.0.5.1	- - - Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.0.5.2	- - - Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.0.5.3	- - - Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
2.	Investissements directs	0,0	0,0	0,0
2.1.	- Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.2.	- Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
2.0.1	- - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
2.0.1.1.	- - - Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.0.1.2.	- - - Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
2.0.2	- - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
2.0.2.1.	- - - Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.0.2.2.	- - - Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
2.0.3	- - Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
2.0.3.1.	- - - Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.0.3.2.	- - - Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
2.0.4	- - Administration publique	0,0	0,0	0,0
2.0.4.1.	- - - Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.0.4.2.	- - - Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
2.0.5	- - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
2.0.5.1.	- - - Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.0.5.2.	- - - Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
3.	Investissement de portefeuille	0,0	0,0	0,0
3.1.	- Prises de participations liées à une réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
4.	Autres investissements	0,0	0,0	0,0
4.1.	- Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
4.2.	- - Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
4.0.1	- - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
4.0.1.1	- - - Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
4.0.1.2	- - - Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
4.0.2.	- - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
4.0.2.1	- - - Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
4.0.2.2	- - - Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
4.0.3.	- - Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
4.0.3.1	- - - Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
4.0.3.2	- - - Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
4.0.4.	- - Administration publique	0,0	0,0	0,0
4.0.4.1	- - - Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
4.0.4.2	- - - Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
4.0.5.	- - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
4.0.5.1	- - - Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
4.0.5.2	- - - Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
5.	Arriérés	0,0	0,0	0,0
5.1.	- Accumulation d'arriérés	0,0	0,0	0,0
5.1.1	- - Principal sur la dette à court terme	0,0	0,0	0,0
5.1.2	- - Principal sur la dette à long terme	0,0	0,0	0,0
5.1.3	- - Intérêts initiaux	0,0	0,0	0,0
5.1.4	- - Intérêts de pénalisation	0,0	0,0	0,0
5.2.	- Remboursement d'arriérés	0,0	0,0	0,0
5.2.1	- - Principal	0,0	0,0	0,0
5.2.2	- - Intérêts	0,0	0,0	0,0
5.3.	- Rééchelonnement d'arriérés	0,0	0,0	0,0
5.3.1	- - Principal	0,0	0,0	0,0
5.3.2	- - Intérêts	0,0	0,0	0,0
5.4.	- Annulation d'arriérés	0,0	0,0	0,0
5.4.1.	- - Principal	0,0	0,0	0,0
5.4.2.	- - Intérêts	0,0	0,0	0,0

Source : BCEAO

340000_4_N_AL_AL_E	- Autres investissements	174 663,3	0,0	205 820,3	31 157,0	545 407,7	-1 158,0	529 242,2	-15 007,6
341000_4_N_AL_AL_E	- - Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_AL_AL_E	- - Monnaie fiduciaire et dépôts	59 811,8	0,0	59 377,6	-434,2	36 711,1	0,0	15 777,4	-20 933,7
342000_4_N_CB_AL_E	- - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	2 111,8	0,0	491,4	-1 620,4
342000_4_N_CB_ST_E	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	2 111,8	0,0	491,4	-1 620,4
342000_4_N_CB_LT_E	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_AL_E	- - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_ST_E	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_LT_E	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_AL_E	- - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	6 416,2	0,0	5 982,0	-434,2	34 599,3	0,0	15 286,0	-19 313,3
34200z_4_N_DT_AL_E	- - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_ST_E	- - - - À court terme	6 416,2	0,0	5 982,0	-434,2	34 599,3	0,0	15 286,0	-19 313,3
342000_4_N_DT_LT_E	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_AL_E	- - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_ST_E	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_LT_E	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_AL_E	- - - Autres secteurs	53 395,6	0,0	53 395,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_ST_E	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_LT_E	- - - - À long terme	53 395,6	0,0	53 395,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_FC_AL_E	- - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_FC_ST_E	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_FC_LT_E	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_NC_AL_E	- - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	53 395,6	0,0	53 395,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_NC_ST_E	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_NC_LT_E	- - - - À long terme	53 395,6	0,0	53 395,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_AL_AL_E	- - Prêts	15 604,0	0,0	8 728,0	-6 876,0	412 362,6	-693,6	431 279,1	19 610,1
343000_4_N_CB_AL_E	- - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	18 453,3	-693,6	15 779,3	-1 980,4
34300z_4_N_CB_AL_E	- - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	18 453,3	-693,6	15 779,3	-1 980,4
343000_4_N_CB_ST_E	- - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_CB_LT_E	- - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_AL_E	- - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
34300z_4_N_MA_AL_E	- - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_ST_E	- - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_LT_E	- - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_DT_AL_E	- - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	14 592,0	0,0	7 581,0	-7 011,0	32 664,0	0,0	5 487,0	-27 177,0
343000_4_N_DT_ST_E	- - - - À court terme	14 592,0	0,0	7 581,0	-7 011,0	32 664,0	0,0	5 487,0	-27 177,0
343000_4_N_DT_LT_E	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_AL_E	- - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	348 082,3	0,0	396 849,8	48 767,5
34300z_4_N_GG_AL_E	- - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_ST_E	- - - - Autres à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_LT_E	- - - - Autres à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	348 082,3	0,0	396 849,8	48 767,5
343000_4_N_OS_AL_E	- - - Autres secteurs	1 012,0	0,0	1 147,0	135,0	13 163,0	0,0	13 163,0	0,0
343000_4_N_OS_ST_E	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_OS_LT_E	- - - - À long terme	1 012,0	0,0	1 147,0	135,0	13 163,0	0,0	13 163,0	0,0
343000_4_N_FC_AL_E	- - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	710,0	0,0	710,0	0,0
343000_4_N_FC_ST_E	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_FC_LT_E	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	710,0	0,0	710,0	0,0
343000_4_N_NC_AL_E	- - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 012,0	0,0	1 147,0	135,0	12 453,0	0,0	12 453,0	0,0
343000_4_N_NC_ST_E	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_NC_LT_E	- - - - À long terme	1 012,0	0,0	1 147,0	135,0	12 453,0	0,0	12 453,0	0,0

346000_4_N_DT_AL_E	- - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	118,0	0,0	0,0	-118,0	3 669,0	0,0	1,0	-3 668,0
346000_4_N_DT_ST_E	- - - - À court terme	118,0	0,0	0,0	-118,0	3 669,0	0,0	1,0	-3 668,0
346000_4_N_DT_LT_E	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_AL_E	- - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_ST_E	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_LT_E	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_OS_AL_E	- - - Autres secteurs	20 564,8	0,0	35 114,0	14 549,2	2 000,0	0,0	2 000,0	0,0
346000_4_N_OS_ST_E	- - - - À court terme	20 423,8	0,0	34 973,0	14 549,2	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_OS_LT_E	- - - - À long terme	141,0	0,0	141,0	0,0	2 000,0	0,0	2 000,0	0,0
346000_4_N_FC_AL_E	- - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_FC_ST_E	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_FC_LT_E	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_NC_AL_E	- - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	20 564,8	0,0	35 114,0	14 549,2	2 000,0	0,0	2 000,0	0,0
346000_4_N_NC_ST_E	- - - - À court terme	20 423,8	0,0	34 973,0	14 549,2	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_NC_LT_E	- - - - À long terme	141,0	0,0	141,0	0,0	2 000,0	0,0	2 000,0	0,0
347000_4_N_AL_AL_E	- - Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	11 029,2	-464,4	10 564,8	0,0
350000_4_N_AL_AL_E	- Avoirs de réserve	290 141,4	-707,0	258 500,1	-30 934,3	0,0	0,0	0,0	0,0
351000_4_N_AL_AL_E	- - Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
351100_4_N_AL_AL_E	- - - Or métal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
351200_4_N_AL_AL_E	- - - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
352000_4_N_AL_AL_E	- - Droits de tirage spéciaux	14 706,5	-620,0	14 106,6	20,1	0,0	0,0	0,0	0,0
353000_4_N_AL_AL_E	- - Position de réserve au FMI	3 285,5	-87,0	1 979,8	-1 218,7	0,0	0,0	0,0	0,0
354000_4_N_AL_AL_E	- - Autres avoirs de réserve	272 149,4	0,0	242 413,7	-29 735,7	0,0	0,0	0,0	0,0
354100_4_N_AL_AL_E	- - - Monnaie fiduciaire et dépôts	272 149,4	0,0	242 413,7	-29 735,7	0,0	0,0	0,0	0,0
354110_4_N_AL_AL_E	- - - - Créances sur les autorités monétaires	814,2	0,0	2 457,4	1 643,2	0,0	0,0	0,0	0,0
354120_4_N_AL_AL_E	- - - - Créances sur d'autres entités	271 335,2	0,0	239 956,3	-31 378,9	0,0	0,0	0,0	0,0
354200_4_N_AL_AL_E	- - - Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_AL_E	- - - - Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_ST_E	- - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_LT_E	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354220_4_N_AL_AL_E	- - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354300_4_N_AL_AL_E	- - - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354400_4_N_AL_AL_E	- - - Autres créances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fatick
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int